



50 ans
D'ÉDUCATION
AUX MÉDIAS ET DE
COMMUNICATION
ASSOCIATIVE

Les contenus de cette publication sont édités sous la seule responsabilité de Média Animation ASBL.

Rédaction

Paul de Theux avec l'aide de Daniel Bonvoisin, Brieuc Guffens, Martin Culot, Thibaut Monnier, Anne-Claire Orban de Xivry et Pascale Vandenaevne

Graphisme et mise en page : Media Animation

Éditeur responsable : Paul de Theux – Média Animation ASBL

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en juin 2022

Dépôt légal : 2022/3462/1

ISBN : 978-2-931139-02-8

méd:a
ANIMATION



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

PRÉFACE

Être citoyen aujourd'hui passe nécessairement par l'utilisation des médias, que ce soit pour s'informer ou communiquer, individuellement ou collectivement. Mais ces pratiques soulèvent immédiatement de multiples questions. Qui informe et comment ? A l'aide de quels moyens économiques et technologiques ? Avec quelles intentions et en véhiculant quelles représentations ? Et quels en sont les effets sur la vie en société ? Ces questions ne sont pas nouvelles, même si elles restent toujours d'actualité.

Les enjeux de l'éducation aux médias

En effet, la place majeure occupée par les médias et les préoccupations qu'elle engendre ont été bien perçues par les acteurs éducatifs et associatifs du siècle dernier, qui ont pris de multiples initiatives afin de construire ce qui s'est progressivement structuré sous le terme d'« éducation aux médias » ou de « littératie médiatique ». Cela concernait les médias existants (cinéma, télévision, presse, radio...) et s'étend aujourd'hui aux médias numériques dont l'impact sociétal ne cesse de soulever de nouveaux enjeux.

Dans l'enseignement, l'éducation aux médias s'est implantée progressivement et les nouveaux référentiels du Pacte d'excellence donnent désormais une place significative à la littératie numérique et médiatique. Tout l'enjeu sera de les mettre en œuvre et d'accompagner les enseignants dans cette tâche pour laquelle ils ne sont pas toujours préparés. De leur côté, les parents sont confrontés aux nombreuses questions que suscite l'arrivée des nouvelles technologies dans le cadre familial. En éducation permanente des adultes, les défis liés à l'environnement médiatique et numérique nécessitent de structurer une action citoyenne et critique qui prenne en compte de nombreuses problématiques telles que la désinformation ou les fractures numériques. Les publics particulièrement vulnérables tels que les allocataires sociaux, les migrants ou les personnes porteuses de handicap doivent bénéficier d'une attention accrue sur ces questions.

La communication associative sous tension

Le développement des médias s'est également imposé comme un enjeu majeur pour la communication du secteur non-marchand. Initialement très coûteuse et réservée aux seuls professionnels, elle est progressivement devenue technologiquement plus accessible et socialement indispensable. Mais, pour lui permettre de se développer, il fallait que des compétences issues du monde associatif, et imprégnées de ses pratiques et ses valeurs, puissent épauler les nombreux acteurs de terrain.

De plus, la numérisation de la communication soulève aujourd'hui de nouvelles questions éthiques et stratégiques. Est-il possible de rester fidèles aux valeurs du monde associatif tout en utilisant les outils des principales entreprises mondiales du numérique, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ? Peut-on communiquer en respectant l'environnement et en s'inscrivant dans une logique de développement durable ? Ces questions et bien d'autres mettent la communication associative sous tension et nécessitent un débat critique constamment renouvelé.

Faire face aux nouveaux défis

Les nombreux défis de l'éducation aux médias et de la communication associative sont au cœur des enjeux portés par Média Animation depuis le début de son histoire. Cette publication vise à montrer comment, pendant 50 ans, elle a tenté de les prendre en charge et d'y répondre. Ce projet, elle l'a mené en s'associant à de nombreux partenaires associatifs, institutionnels ou académiques nationaux ou internationaux. Ces collaborations ont toujours été très riches, fécondes et stimulantes.

Aujourd'hui, dans un monde qui vit de fortes mutations sociétales, les défis ne cessent de se multiplier et d'apparaître sous de nouvelles formes. En les identifiant au mieux, Média Animation vise à anticiper les évolutions à venir et les réponses à y apporter afin de poursuivre son action au service d'une société qui soit toujours plus démocratique, solidaire, égalitaire et interculturelle.

Brice Many
Président

Paul de Theux
Directeur

SOMMAIRE

1	50 ans d'histoire 1972-2022.....	6
3	Éduquer aux médias par l'éducation permanente.....	38
4	La communication associative et ses enjeux.....	46
5	L'éducation aux médias dans l'enseignement.....	54
6	Une éducation aux médias pour les personnes porteuses d'un handicap.....	62
7	Agir en Europe : les projets transnationaux.....	68
8	Media Animation aujourd'hui.....	76





1980



2006



2021

50 ANS D'HISTOIRE 1972-2022

Née de la fusion de deux associations d'éducation au cinéma et à la chanson, Média Animation s'est rapidement investie également dans la communication du secteur non-marchand. Au fil des années, ses activités se sont élargies aux différents médias, y compris numériques, et se sont adressées à des publics et des organisations de plus en plus diversifiées. Aujourd'hui, l'association ambitionne de relever, avec ses nombreux partenaires en Belgique et à l'étranger, les multiples défis, en évolution constante, de l'éducation aux médias et de la communication associative.





Aux origines de Média Animation (1950-1972)

L'histoire de Média Animation débute bien avant sa création officielle en 1972. L'association naît en effet de la fusion de deux structures préexistantes, cohabitant depuis 1964 au 14 de la rue Cornet de Grez à Bruxelles :

- le Centre audiovisuel Cedoc-film, créé en 1950 à l'initiative du secrétariat national de l'enseignement catholique (SNEC) ;
- le Centre de culture et d'information discographique (CCID), créé en 1960 pour le secteur associatif et l'enseignement.

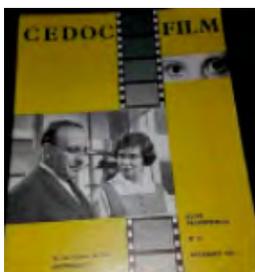
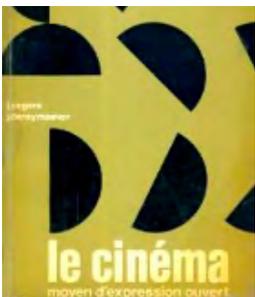
La fusion de 1972 est le fruit d'un double mouvement : la fédéralisation de la Belgique, qui scinde les matières culturelles en structures spécifiques pour les francophones et les néerlandophones, et le regroupement, qui ne cessera de se renforcer au fil des décennies, de structures francophones dédiées à l'éducation aux différents médias : cinéma, radio, télévision, etc.

Le Cedoc-film, pour éduquer au cinéma

Les entités fusionnées en 1972 apparaissent après la seconde guerre mondiale. Le Cedoc-film, acronyme de « Cinéma éducatif, documentaire et culturel » avait été créé en 1950 à l'initiative du centre catholique d'action cinématographique (CCAC), créé durant l'entre-deux-guerres (et qui fusionnera avec Média Animation en 2006). Dirigé par Albert Holemans, il avait pour objectif de mettre en place un service cinématographique au sein de l'enseignement catholique. Ses ambitions s'articulaient autour de deux pôles : l'éducation par le cinéma (utiliser le film comme outil didactique) et l'éducation au cinéma (développer l'analyse critique des films). Agréé par le ministère de la Culture, il organisait des ciné-club et ciné-forum pendant lesquels, après la projection de films, des débats étaient organisés avec l'aide d'animateurs-rices. Concrètement, Cedoc-film se chargeait d'équiper les écoles en matériel de projection, de fournir des films et de proposer des animations. Il rédigeait également des fiches didactiques pour les enseignants.

Le CCID et la chanson pour tous

Le Centre de culture et d'information discographique (CCID), lui, voyait le jour après la seconde guerre mondiale, dans la foulée de l'apparition du disque vinyle et de la diffusion des chansons à la radio. Créé à l'initiative de de Jean Bauduin, fondateur de la revue « *Chansons pour tous* » et de Lucien Legrand, permanent national des Patros et futur inspecteur au Ministère de la Culture, le CCID avait pour but de favoriser une utilisation réfléchie et éducative de la chanson en général, et de la chanson française en particulier. Une de ses activités-phare était l'organisation de disco-forum. Il mettait à la disposition du public une équipe de formateurs-rices et d'animateurs-rices, une bibliothèque, une discothèque,



un studio d'enregistrement, des dossiers concernant des interprètes ou des thèmes, et un service de prêt de matériel. En 1963, le CCID est agréé par le Ministère de la Culture.

Une juxtaposition de deux services

La fusion réalisée en 1972 a pour but de rationaliser les services administratifs et techniques des deux entités, mais elles gardent chacune leurs objectifs, leur direction, leurs moyens et méthodes de travail. Il s'agit donc bien d'une juxtaposition de deux structures, et chacune dispose d'un droit de veto à l'égard de toute décision risquant de menacer sa viabilité. La structure fusionnée se constitue en ASBL et s'appelle d'abord « Centre audio-visuel Cedoc-film/CCID ». Mais elle publiera une revue sous le nom de « Média Animation », qui deviendra le nom de l'association en 1979.



Les premières années (1972-1979)

Dès sa naissance en 1972, le « Centre audio-visuel Cedoc-film/CCID » s'adresse à tous les publics et concerne tous les médias pris en charge par ses entités fondatrices. Son rapport d'activité précise qu'il « apporte aux associations, aux cadres d'animation, aux éducateurs, aux enseignants : formation, information, documentation, aide technique et matérielle, dans les domaines du film, du disque, et au sens le plus large, de l'audiovisuel ». Plus globalement, il « s'est fixé l'objectif de déclencher un vaste mouvement d'éducation permanente par l'utilisation de divers moyens audiovisuels ». Un mouvement « qui ne s'arrêterait plus au sortir de l'école, mais serait poursuivi tout au long de la vie ».



Le nouveau centre audio-visuel annonce que « l'association organise les services requis pour la réalisation de ces objectifs :

- formation d'animateurs socio-culturel
- prêt de documentation, matériel audiovisuel (films, disques, bandes magnétiques, montages audiovisuels, cassettes...)
- services d'étude et de recherche

De plus, le moyen de contact entre tous ceux qui désirent s'intéresser à ce mouvement d'éducation permanente par les médias sera notre revue Média Animation ».

Durant les premières années, le volume d'activités des deux équipes est important. En 1977-1978, le secteur « cinéma » organise 367 activités et le secteur « chanson » 273. Plus de 600 animateurs et formateurs font appel aux services de l'association. Et 800 personnes sont en contact avec elle ponctuellement.

Des régionales en Wallonie

Située à Bruxelles, l'association crée dès 1972 des régionales dans les provinces de Namur et du Hainaut, qui disparaîtront par la suite. Parallèlement, elle organise des groupes « Média Animation » qui sont des collectifs de recherche et de formation fonctionnant en autogestion et autofinancement. En 1974, deux régionales supplémentaires naissent à l'initiative de Roger Georges, un professeur du grand séminaire de Namur passionné de cinéma et d'audiovisuel. L'idée venait de Jean Bauduin et visait à rassembler des personnes du diocèse de Namur intéressées par les médias. Ces régionales, qui prennent le nom de « multi-médias », sont localisées à Namur et Arlon. Celle d'Arlon ne fait que prêter des documents audiovisuels. Celle de Namur se dote de studios photo, sonore et TV et développe des activités de formation aux pratiques audiovisuelles. Elle prend aussi en charge l'enregistrement de conférences et de journées d'études qu'elle duplique et diffuse auprès des participant·es. En 1986, deux travailleurs sont engagés pour mener ces activités. Au décès de Roger Georges en 2005, l'équipe de Namur, qui avait fonctionné de façon quasi-indépendante, s'intègre dans l'équipe de Média Animation et devient sa régionale namuroise.

Reconnaissance en éducation permanente

En 1976, un décret de la Communauté française remplace les législations antérieures et détermine les « conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes ». Pour la première fois, la notion d'éducation permanente est définie explicitement. Le décret identifie deux objectifs : fournir aux publics les outils d'analyse, de compréhension et de critique de leur environnement, de leurs réalités sociales, et favoriser leurs actions et leur émancipation dans la perspective de résorber les

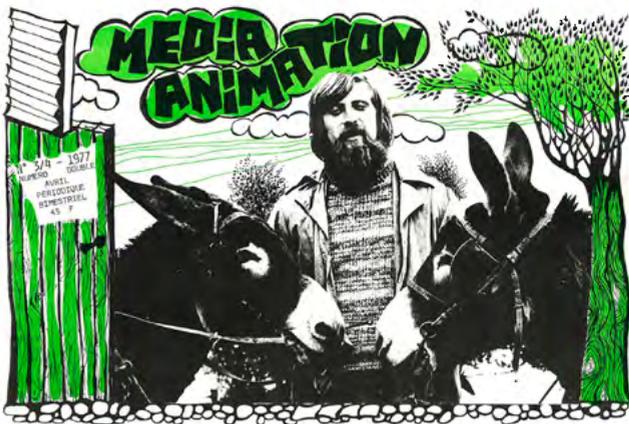
inégalités culturelles. L'association obtient sa reconnaissance en 1978. Dans ce cadre, elle redéfinit son objet social et précise son public pour se conformer au décret.

À cette occasion, la référence explicite à une association « d'inspiration chrétienne » disparaît des statuts. La raison en est que, comme mouvement d'éducation permanente, l'ASBL se veut ouverte à tout public. Dans les faits, l'association s'inscrit dans la mouvance chrétienne via ses liens avec l'enseignement catholique et les différentes associations chrétiennes qui font partie de son conseil d'administration.

Médiaforum : une coordination d'associations

En 1979, la politique du ministère de la culture en matière audiovisuelle s'oriente vers la création et le développement de grosses unités audiovisuelles qui rendent de multiples services au public. C'est le cas de la Médiathèque ou du Groupe socialiste d'action et de réflexion sur l'audiovisuel (GSARA). Les petites structures risquent de perdre leur financement. Cependant, il est possible de créer un organisme de coordination des associations de la mouvance chrétienne qui pourrait être subsidié. Le projet d'un regroupement sur un seul lieu est même examiné. Une ASBL est créée sous le nom de Médiaforum, qui regroupe cinq associations subsidiées. Cependant, elle échoue à être reconnue par le ministère de la Culture.

Le projet Médiaforum renaîtra en 1985 lorsqu'apparaîtra la possibilité de bénéficier d'un grand nombre d'emplois subsidiés via le ministère de l'Emploi et du Travail. À la fin de l'année, 52 emplois sont attribués au projet, qui joue le rôle d'employeur et les répartit dans une douzaine d'associations, dont Média Animation. Vingt ans plus tard, à la demande de l'administration, les postes seront transférés aux associations membres et Médiaforum perdra son rôle de coordination d'associations.





CENTRE AUDIO-VISUEL

CEDOC-FILM/
CENTRE DE CULTURE ET D'INFORMATION DISCOGRAPHIQUE
rue Cornet de Grez 14, 1030 Bruxelles
Tél. 02-17.68.15 - 17.24.98 - 18.32.37
CCP. 2166.70

BUREAUX D'ETUDE ET DE PROGRAMMATION

Recherche et évaluation des moyens et méthodes d'animation
Documentation
Analyses et études
Programmation
Rencontres et journées d'étude

PUBLICATIONS / EDITIONS

Media-Animation
Les Cahiers de Media (analyses et dossiers de films)
Le Cinéma et Toi (manuel)
Le Cinéma, moyen d'expression ouvert (manuel)
Liste sélective de films 16 mm.
Livres et Dossiers traitant de la chanson, de la musique, de l'audio-
visuel.

ANIMATION - SERVICE

Location de films 16 mm.
Prêt de disques, de bandes magnétiques, de pochettes audio-visuelles, de
valises-disques (sur un thème, avec disques et dossier-animation)
Suggestions de pistes nouvelles d'animation

FAITES-VOUS MEMBRE DE NOTRE CENTRE...

Vous recevrez régulièrement et gratuitement

MEDIA-ANIMATION (6 numéros par an à partir de janvier 73)

et vous bénéficierez également des services de programmation, d'animation, du prêt de matériel audio-visuel : disques, films, montages audio-visuels; de l'aide du bureau d'étude pour la documentation, la préparation de cours ou d'animation avec appui audio-visuel.

Cotisation : 125,- fr. par an (prenant cours au moment de votre inscription) à verser au CCP. 2166.70 du Centre audio-visuel Cedoc-Film/CCID, a.s.b.l., 1030 Bruxelles.

Une longue période de crise (1979-1986)

L'intégration des deux équipes fusionnées en 1972 n'a vraiment lieu qu'en 1979, lors de l'engagement d'un nouveau directeur, Pierre Louviaux. C'est le moment où l'association prend le nom de sa revue, « Média Animation », et déménage dans de nouveaux locaux à Schaerbeek, au 32 de l'avenue Rogier. L'équipe est alors composée de 13 personnes dont 4 permanent-es, des objecteurs de conscience et des emplois subsidiés. Les actions de production, d'animation et de diffusion se multiplient. Très rapidement, l'association améliore sa présence sur le terrain et sa notoriété.

Cependant, la situation financière se dégrade de façon inquiétante car les budgets ne sont pas maîtrisés. L'ASBL ne reçoit des subsides que pour deux permanent-es sur quatre et les activités ne permettent pas d'atteindre l'équilibre financier. L'enseignement catholique prend en charge les salaires, mais avait annoncé dès 1972 une diminution de son soutien et attend d'être remboursé. De plus, des moyens importants sont investis dans des activités de relations publiques et dans des travaux d'aménagement des locaux. Les comptes de l'exercice 81/82 affichent une perte considérable et l'association accumule une lourde dette à l'égard de son partenaire de l'enseignement. Un plan d'assainissement est décidé, assorti d'un plan de remboursement de 10 ans. Le poids de cette dette pèsera sur les épaules de l'association jusqu'au début des années 90.

Durant cette période de crise, l'ASBL se retrouve sans directeur et est portée à bout de bras par Jean Bauduin et Pierre Chemin, un jeune réalisateur engagé après un service civil réalisé au sein de l'association. C'est Roger Georges qui assure la présidence du conseil d'administration durant cette période difficile. Jean Bauduin assure le suivi de la gestion financière, les relations avec les pouvoirs subsidants et le pilotage des activités historiques du secteur « chanson » du CCID, qu'il transfère à son domicile à Namur. Il ne vient à Bruxelles que deux jours par semaine. Pierre Chemin, devenu responsable des services techniques, de production et de formation, se retrouve de fait dans une fonction de direction. Il prend en charge l'engagement des postes subsidiés obtenus via Médiaforum. Mais il réclame l'engagement d'une nouvelle direction pour pouvoir se consacrer pleinement aux activités de production et de formation. Le décès inopiné de Jean Bauduin en mars 1986 précipite la décision. Le conseil d'administration, décide d'engager une nouvelle direction et recrute Florence Vanderstichelen. L'association va alors repartir sur de nouvelles bases. Un nouveau président du conseil d'administration est désigné. Il s'agit de Benoît Parmentier, secrétaire général de l'Institut central des cadres (ICC). Il exercera cette fonction pendant 25 ans.



Un nouveau départ (1986-1995)

Sous la direction de Florence Vanderstichelen, l'association se réorganise progressivement en quatre secteurs. Deux d'entre eux seront amenés à se développer durant les décennies suivantes.

Il s'agit d'une part la production et réalisation audiovisuelle, prise en main dès 1977 par Pierre Chemin, et qui acquiert progressivement une vraie crédibilité. Elle est renforcée par un studio d'enregistrement pris en charge par Jean-Luc Straunard et une unité de montage de diapositives avec 6 projecteurs simultanés pilotée par Alain Laurent, également réalisateur vidéo. Une équipe graphique complète l'ensemble, composée de Jean Huwart et Martine Burny. C'est le début d'une activité d'agence de communication spécialisée dans le domaine non-marchand.

D'autre part, le secteur de la formation se réorganise. Il abandonne les programmes qui n'avaient pas beaucoup de succès et se recentre sur les animateur-rices et les enseignant-es, sans exclure toutefois le grand public. Il propose d'« explorer le langage des médias, analyser leurs spécificités, lire les images, décoder les affiches, enregistrer le son, travailler en studio, réaliser un reportage ou une fiction en dias ou en vidéo, comprendre le monde de la presse écrite, pénétrer dans l'univers de la BD, etc. ». Vu le grand nombre de demandes, l'équipe se renforce en faisant appel à des intervenant-es extérieur-es.

Les deux autres secteurs vont connaître des fortunes diverses. Le secteur « chanson », une des activités « historiques » de l'association, est réorienté progressivement vers la chanson pour enfants. Le secteur « Informedia », qui collectait un maximum d'informations sur les médias, leur production, leur diffusion tant en Belgique qu'à l'étranger, sera progressivement abandonné, car il demandait un investissement humain considérable. Néanmoins, une revue pour enseignant-es sera créée, *Mediacteurs Hebdo*, qui annonce les émissions de télévisions classées par disciplines scolaires. De plus, une bibliothèque spécialisée en éducation aux médias est constituée dans les locaux de l'association et ouverte au public sur rendez-vous.

À partir de 1988, Média Animation réalise l'ensemble de son activité de formation en étroite collaboration avec l'ASBL ACG-médialogie dont Jean-Claude Guyot est le secrétaire général puis le président. Cette collaboration permettra le développement du secteur de la formation qui crée notamment le projet *Mediacteurs, tout savoir sur la télé*. Il obtiendra le prix du meilleur outil pédagogique de la Communauté Française et sera décliné sous forme de cours par correspondance par l'enseignement à distance (EAD). L'association publie également avec l'ICC et le Centre de formation d'amateurs (CFA) *Emergence*, une revue qui s'intitulera ensuite *Zoom, regards de formations*.



La chanson pour enfants

Au début des années 80, Média Animation avait produit un disque intitulé : *Parents si vous chantiez*. Ce projet visait à inciter les parents à chanter avec leurs enfants en proposant « des chansons qui ont été composées par de vrais parents, de vrais animateurs, des chansons qui sont nées de la rencontre avec le quotidien : refrain pour accompagner bébé au bain, comptine pour le distraire d'un gros chagrin, berceuse... ». Dix ans plus tard, Pierre Chemin poursuit dans cette voie en réalisant *Le cordon musical*, défini comme « une première discothèque très diversifiée à l'intention des tout-petits et de leurs parents ». Ce CD, enregistré dans le studio de l'association, rencontrera un succès considérable, tant en Belgique qu'à l'étranger. Il sera suivi de deux autres « cordons » : *le Cordon pictural*, *le Cordon Nord-Sud* ainsi que du *Jouet musical*, un CD réalisé uniquement avec des instruments jouets, incitant les familles à les utiliser chez elles.



Média Animation développe également un partenariat avec « Autre chose pour rêver », une association de chanteurs et chanteuses « jeunes publics » de la Communauté française et des animateur·rices culturels. À partir de 1995, cette association est hébergée dans les locaux de Média Animation, qui assure la coordination des projets et des groupes de réflexion, avec le soutien de Marianne Uylebroeck, en charge du secteur « chanson » de Média Animation. L'objectif est de promouvoir une chanson jeune public de qualité, à travers des conférences ou des expositions offrant au public des occasions exceptionnelles de rencontres avec des créateurs, des spécialistes, des responsables culturels, etc.

Vers la création du CEM

Au début des années 90, Média Animation participe à différentes initiatives qui contribueront à la création du conseil de l'éducation aux médias :

- L'opération *Jeunes Téléspectateurs Actifs*, qui réunit une série de partenaires œuvrant dans le milieu socioculturel et propose chaque année une semaine de sensibilisation des jeunes et des familles aux médias.
- La publication du Livre blanc *Pour une éducation aux médias généralisée en Communauté française* pilotée par la Médiathèque avec des responsables de l'enseignement, de l'éducation permanente, des chaînes de télévision et des experts universitaires.
- L'opération *Télécole*, soutenue par la Fondation Roi Baudouin dans le cadre de laquelle les réseaux de l'enseignement démontrent l'urgence d'introduire l'éducation aux médias à l'école.

Parallèlement, Média Animation travaille avec la Fédération de l'enseignement fondamental catholique (FédEFoC) afin d'intégrer l'éducation aux médias dans ses programmes. Le projet est porté par Myriam Floor, détachée pédagogique, à laquelle succéderont ensuite Denis Vellande puis Marc André, qui assureront plusieurs mises à jour de ces programmes.

Education
المعديا
médias/multimédia



Elle travaille également avec la Fédération de l'enseignement secondaire catholique (FE-SeC) pour ancrer l'éducation aux médias dans différentes disciplines.

En 1993, Elio Di Rupo, Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel, demande à Robert Wangermée, président du Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA), de constituer un groupe de réflexion chargé de proposer les modalités d'une intégration de l'éducation à l'audiovisuel et aux médias dans l'enseignement. Celui-ci propose la création d'un conseil de l'éducation aux médias (CEM), ainsi que la reconnaissance de trois centres de ressources, un par réseau d'enseignement. Ils sont mis en place en 1995 et Média Animation, comme centre de ressources de l'enseignement catholique, participe activement aux travaux du CEM. Dans ce cadre, l'association bénéficie d'un détachement pédagogique qui permettra l'engagement de Michel Berhin, un enseignant qui s'investira pendant près de 20 ans dans l'éducation aux médias.

Réseaux de l'association : groupes de travail et de réflexion en 1990/1991

Média Animation participe ou prend l'initiative de nombreux groupes de réflexion et d'action sur l'éducation aux médias tant dans le milieu associatif que dans le milieu enseignant :

- participation au groupe de réflexion pédagogique de la Médiathèque
- participation au comité d'accompagnement du programme *Jeunes et médias* de la Fondation Roi Baudouin
- participation au groupe de travail du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le thème *violence et télévision*
- participation à la commission interdiocésaine des médias
- participation au groupe de réflexion sur les médias dans l'enseignement secondaire
- Création d'un groupe de réflexion et d'un programme d'action au niveau de l'enseignement fondamental
- Création d'un groupe de réflexion sur les médias dans la formation initiale des enseignants

L'éducation aux médias, un réflexe démocratique

«L'éducation aux médias est avant tout un réflexe démocratique. Il n'est pas possible qu'une minorité détienne la capacité de produire et de décoder les messages médiatiques. Trop souvent, quand on a voulu faire de l'éducation aux médias, on s'est arrêté à la problématique de l'objectivité de l'information, ou à l'analyse des stéréotypes créés par la publicité. C'est un peu court. Ce qui est en jeu, c'est la capacité de l'individu à recevoir et gérer l'image de la réalité qui est véhiculée par les médias. Il est clair que cette image influence en retour la société. Si le citoyen n'a pas conscience de ce jeu d'aller-retour, ce n'est plus un jeu mais une manipulation. Le contrôle démocratique devient de plus en plus difficile.

Cette préoccupation n'est pas nouvelle. Ce n'est que la mise au goût du jour d'un vieux combat lié à l'idéal démocratique : l'alphabétisation. Si elle était un enjeu fondamental au début du siècle, c'était pour certains dans le but de faire progresser la capacité à la production économique des travailleurs. Pour les démocrates, il s'agissait de permettre aux masses d'accéder à la connaissance du jeu politique au travers des mass-médias de l'époque : les gazettes. Et donc par là-même d'arriver à la revendication du suffrage universel.

L'enjeu est le même aujourd'hui. Il ne s'agit plus d'obtenir un droit, mais de le conserver. Il ne s'agit plus que de l'écriture et de la lecture mais il s'agit d'intégrer également ce qui est audiovisuel. Évidemment, la maîtrise orale et écrite de la langue maternelle reste la condition sine qua non de la participation du citoyen au jeu médiatique. Ainsi, les Anglo-Saxons utilisent le même terme pour alphabétisation et éducation aux médias : « literacy ». En français, on utilisera soit « alphabétisation audiovisuelle », soit « éducation aux médias ». Nous préférons de loin le terme d' « éducation aux médias ». En effet, il ne s'agit pas uniquement de trouver la capacité à la maîtrise d'un langage, mais également la connaissance des conditions politiques, techniques et économiques de son développement. »

Média Animation, Rapport d'activité 90/91, p. 21.

Une période de consolidation (1995-2005)

En 1995, Florence Vanderstichelen quitte la direction de Média Animation pour rejoindre l'UCLouvain et c'est Patrick Verniers, secrétaire général de l'ACG-Médialogue, qui lui succède. L'association a résorbé sa dette financière et peut évoluer sur des bases saines. Elle est désormais clairement organisée en deux secteurs: la production/réalisation multimédia et l'éducation aux médias.

L'éducation au multimédia

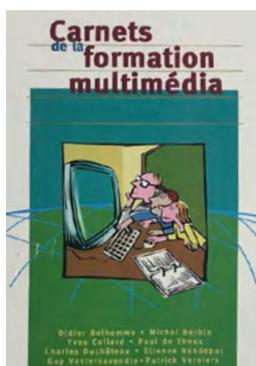
Face à l'émergence du multimédia off-line (DVI, CD-Rom...) et on-line (Web, emails...) Média Animation décide de s'investir dans l'éducation aux nouveaux médias et complète ses infrastructures techniques. Pour cela, elle met en place 5 initiatives :

- Réseau Média: une infrastructure technique de formation au multimédia dans les locaux de Média Animation
- Médialab: une structure de production multimédia au sein de Média Animation
- Académies médias: des sites de formation pour les enseignant-es en partenariat avec des établissements scolaires et Apple Belgium
- Educaumédia: un serveur Internet dédié à l'éducation aux médias et multimédia en partenariat avec le département de communication de l'UCLouvain
- Média 2000: une recherche-action en matière d'intégration pédagogique du multimédia

Dans le domaine de la production, dès 1997, Laurent Body, psychopédagogue et développeur, est engagé pour développer la création de sites web. Il sera ensuite remplacé par Benoît Vrins.

Au niveau de l'éducation aux médias, des formations sont organisées pour les enseignant-es. Un premier ouvrage intitulé *Du tableau à la toile* leur propose des repères pour la classe. Un outil de formation est ensuite réalisé en partenariat avec le « Centre pour la formation à l'informatique dans le secondaire » (Cefis) de l'université de Namur. Intitulé *les Carnets de la formation multimédia*, il se situe au croisement des problématiques de l'éducation à l'informatique et de l'éducation aux médias.

De nombreuses formations sont organisées pour les enseignant-es, notamment des journées dédiées au Multimédia éducatif à Louvain-la-Neuve, en partenariat avec la « Formation continuée des enseignants du fondamental » (FoCEF) et en concertation avec l'enseignement secondaire.



Des outils d'éducation aux médias

Parallèlement, les initiatives d'éducation aux médias audiovisuels ne sont pas délaissées. Média Animation participe, avec la RTBF, à la mise en route de *J'aime la télé*, une série d'émissions réalisées dans le cadre de la Communauté des télévisions francophones (CTF) qui regroupe les chaînes publiques de Belgique, du Canada, de France et de Suisse. Cette série débouchera sur deux publications réalisées en partenariat avec le Centre d'Initiation de Communications de Masse (CIC) situé à Lausanne.

L'association publiera également d'autres outils tels que *Daens, de l'écran à la classe* et *Enseigner Charlemagne*, deux ouvrages de la collection *Apprendre l'histoire*, ainsi que *Lire le fantastique*, *À l'école des Médias*, *Tournez jeunesse*, *Des médias en jeux*, *Télévision modes d'emploi pour les familles*, etc.



Les premiers projets européens

Pour renforcer son action, nouer des contacts avec des acteurs internationaux de l'éducation aux médias, et créer de nouveaux outils, Média Animation s'est investie dès la fin des années 90 dans des projets européens. Cette initiative a débouché en 2000 sur le projet *Educaunet*, un programme d'éducation critique aux risques liés à l'usage d'Internet soutenu par la Commission européenne. La première phase du projet, centré sur le monde francophone, est réalisée avec le Centre de Liaison de l'Enseignement et des Moyens d'Information (CLEMI) du Ministère français de l'Éducation et le Groupe de recherche en médiation des savoirs (GREMS) de l'UCLouvain. La seconde phase du projet étend le programme à cinq autres pays, en partenariat avec plusieurs institutions ou universités : Autriche, Danemark, Grèce, Portugal et Royaume-Uni.



En Belgique, l'outil *Educaunet* est diffusé en 2003 dans tous les établissements scolaires de l'enseignement fondamental dans le cadre de la campagne *Cliquer futé*. Il est complété par une journée d'étude sur l'éducation aux risques d'Internet et une publication reprenant les contributions et débats de cet évènement.

Média Animation a ensuite confirmé son action au niveau européen avec le projet *Média-Educ*, qui avait pour but de créer un observatoire européen en ligne des pratiques et des recherches en éducation aux médias. Conçu et développé par le CLEMI et Média Animation, ce projet est porté par cinq partenaires : le CLEMI (France), le BFI (Grande-Bretagne), le CEM (Belgique), l'UCL/GREMS (Belgique) et Zaffiria (Italie). Il débouche sur un congrès européen de l'éducation aux médias qui a eu lieu à Belfast du 13 au 15 mai 2004. Dans la foulée sera mise en place une charte européenne de l'éducation aux médias.

Une nouvelle phase de développement (2006-2018)

L'année 2006 représente un moment charnière pour l'association, qui sera marquée par deux événements majeurs : la fusion avec deux autres ASBL et un déménagement.

Fusion avec l'ACG-Médialogie et le CCAC

Média Animation avait depuis près de 20 ans un accord de partenariat très fort avec l'ACG-Médialogie, présidée par Jean-Claude Guyot puis par Frédéric Antoine, et dirigée par Paul de Theux. Les deux associations étaient dans les mêmes locaux. Parallèlement, Média Animation avait des contacts réguliers avec le Centre Culturel d'Animation Cinématographique (CCAC). Les instances des deux associations ont estimé qu'une fusion avec Média Animation permettrait de consolider leur projet. Au même moment, suite au décès de Roger Georges, le centre multi-média de Namur rejoint pleinement l'association et devient officiellement sa régionale namuroise. La régionale liégeoise de l'ACG-Médialogie fait de même, donnant ainsi à Média Animation deux implantations en Wallonie. Au total, la taille de l'équipe double quasiment, passant d'une quinzaine à une trentaine de personnes.

La nouvelle configuration de l'association justifie un renouvellement du logo. Le choix est fait de mettre en avant le nom de l'association et ses deux secteurs d'activité.



Les fusions de 2006

L'ACG-Médialogue

Au moment de leur fusion, Média Animation et l'ACG-Médialogue occupaient les mêmes locaux situés avenue Rogier et collaboraient depuis près de 20 ans pour mener des activités de consultance et de formation destinées aux écoles et au secteur associatif. Ils proposaient principalement des formations dans les domaines de l'éducation aux médias et l'analyse critique des médias audiovisuels. Ils éditaient ensemble des publications à destination de leurs différents publics.

L'Action Catholique Générale (ACG) était née dans les années 30 et s'était donné à l'époque comme mission la présence des chrétiens dans la société civile. Après la guerre, elle réoriente son projet et développe, sous l'intitulé Médialogue, ses activités dans le domaine de la communication.



Le Centre culturel d'animation cinématographique (CCAC)

Né dans l'entre-deux-guerres, le Centre culturel d'animation cinématographique (CCAC) avait pour but de rédiger des critiques de tous les films qui sortaient dans les salles de cinéma belges et leur attribuait une cote morale. Il est la branche belge de l'Office catholique international du cinéma (OCIC) et crée également la DOCIP, un centre de documentation cinématographique.

Après la seconde guerre mondiale, il publie la revue *Amis du film*, remplacé ensuite par le *magazine Vision*, et promeut les projections de films suivies de débats. Il soutient et collabore activement avec Cedoc-film, actif dans l'enseignement et qui donnera naissance à Média Animation. Reconnu comme service d'éducation permanente, le centre poursuit son activité de réalisation de dossiers de presse à propos des films sortis en salle mais organise également des avant-premières et participe au jury de différents festivals. Il publie les *Fiches belges du cinéma* et réalise des dossiers pédagogiques. À partir de 1995, il fournit à Télépro et Télévif les appréciations des films passant à la télévision ainsi que les critiques des téléfilms. En 2006, ses activités d'animation cinématographique sont reprises par Média Animation avec laquelle il fusionne.





Déménagement à l'avenue Mounier

L'autre évènement marquant de l'année 2006, c'est le déménagement de l'association dans les nouveaux locaux du Secrétariat général de l'enseignement catholique (SeGEC), sur le site de l'UCLouvain en Woluwe. Média Animation cherchait une implantation liée à un partenariat institutionnel. Des pistes avaient été envisagées avec le Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC), mais sans aboutir. Lorsque le SeGEC propose à Média Animation de rejoindre ses nouveaux locaux, l'occasion se présente de trouver une implantation stable, dans des bâtiments neufs, offrant un environnement porteur pour le déploiement de l'association.

Une équipe renforcée

Avec des effectifs quasiment doublés, Média Animation peut s'appuyer sur de nouvelles compétences et développer ses activités.

L'équipe de production/réalisation, qui avait ajouté la création web à ses services, compte désormais une équipe entièrement dédiée à la création de sites Internet, pilotée par Delphine Verstraete. Les équipes audiovisuelle et graphique restent sous la responsabilité de Pierre Chemin.

De son côté, l'équipe éducative met en place progressivement trois secteurs spécifiques: l'enseignement, l'éducation permanente et les projets européens. Ces derniers sont pilotés par le directeur Patrick Verniers. En 2012, il quitte la direction de l'association, remplacé par Paul de Theux, pour se consacrer entièrement aux relations internationales. Un an plus tard, il rejoint l'IHECS pour assurer la présidence d'un tout nouveau Master en éducation aux médias. C'est Anne-Claire Orban qui le remplacera et développera les projets européens de l'association.

Enfin, l'équipe administrative et financière est renforcée et progressivement pilotée par une nouvelle collègue, Carine Lorge.

Un vaste réseau de partenaires

En 2006, le rapport d'activité de Média Animation donne, à titre d'exemple, une liste non-exhaustive des partenaires avec lesquels l'association travaille.

Dans le secteur social et éducatif, elle mentionne Arc-en-Ciel ASBL, ATD/Quart monde, le Bureau international catholique de l'enfance (BICE), le Centre hospitalier Saint-Pierre, le Centre Mondial du Travail, des Centres Publics d'Aide Sociale (CPAS), le Conseil de la jeunesse catholique, le Conseil interdiocésain des Laïcs, Dimanche ASBL, El Kalima, Entraide et Fraternité, Euronet, la Fondation Damien, la Fondation Education/Santé, le Forum des organisations internationales catholiques, Frères des Hommes, Gouvernance et démocratie ASBL, Greenpeace, les Guides catholiques de Belgique, Infor Sida, Inseraction, l'Institut central des Cadres, Jeunesse et Santé, La ligue Braille, la Ligue des Familles, Loger Jeune asbl, Médecins Sans Frontières, Memisa, l'Office National de l'enfance, les Mutualités Chrétiennes, Oxfam, la Pastorale du couple, Prévention des toxicomanies, SOS Parents enfants, Special Olympics, Vivre ensemble éducation, etc.

Dans le secteur culturel, l'association collabore avec Autre Chose pour Rêver, le Centre Culturel Anderlecht, le Centre Culturel du Brabant Wallon, la Compagnie de la Casquette, la Compagnie de la Gare Centrale, la Compagnie du Libiki, Dérision asbl, Enfance et Musique, Folknam, les Jeunesses Musicales du Brabant Wallon, Jeunesses Poétiques, les Editeurs du Rameau, les Kroks, les Lundi d'Hortense, la Maison des cultures et de cohésion sociale de Molenbeek, le Musée Royal d'Afrique Centrale, la Petite Compagnie de Félicité, les Presses d'Averbode, Radio Panik, le Théâtre de la Balsamine, le Théâtre de la Galafronie, le Théâtre de la Gasaille, le Théâtre de la Valette, le Théâtre de l'Ancre, le Théâtre de l'E.N.V.I., le Théâtre du Merle, le Théâtre du Plantin, le Théâtre Papyrus, le Théâtre Poème, le Théâtre Vagabond, Une note pour chacun ASBL, Voir le Monde et des chanteurs tels que Christian Merveille, Didier Jans, Raphy Marchal, Lazare, Jean-Paul Chemin, Chant'âges, etc.

Quelques partenaires récents viennent compléter cette liste : le MRAX (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie), l'Intergroup on Gay & Lesbian rights, la Fondation EBS (écoles de brousse au Sénégal), REAJC ASBL, Univers Sante, la Fondation St-Paul, La Passerelle, Lire et Écrire, le Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs (CRIOC), le Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles (CIAOSN), le Centre pour l'Égalité des chances et la lutte contre le racisme, Child Focus, le Délégué général aux droits de l'enfant et le WWF - World Wide Fund for Nature.

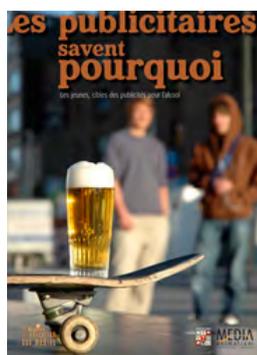
Les décrets « Éducation permanente » et « Éducation aux médias »

Depuis 2003, un grand chantier était en cours : l'introduction de la demande de reconnaissance de l'association dans le cadre du nouveau décret de l'éducation permanente. Depuis sa mise en route, l'association devait repenser son fonctionnement, ses activités et sa méthodologie. En 2007, ce travail est suffisamment avancé pour permettre à l'association d'introduire sa demande de reconnaissance, qu'elle obtient l'année suivante pour la période 2009-2013. Elle sera renouvelée pour 2014-2018 et 2019-2023.

Elle repose sur 4 thématiques d'action :

- l'éducation critique à l'environnement médiatique
- l'appropriation critique des nouvelles technologies (NTIC)
- l'expression sociale et culturelle par la création médiatique
- l'interculturalité, la diversité et les médias

Un des axes de reconnaissance du nouveau décret concernait la publication d'analyses et études. Média Animation avait déjà une solide expérience de publication dans ce domaine. Pour systématiser cet axe de travail, elle a créé la collection des *Dossiers de l'éducation aux médias* destinée à publier les études réalisées chaque année, auxquelles certaines analyses sont parfois associées.



En 2008, un autre chantier décréto aboutissait à son terme : celui de l'éducation aux médias. C'était une bonne nouvelle pour le secteur car, précédemment, il dépendait d'arrêtés ministériels renouvelés d'année en année, sans garantie de pérennité. Désormais, l'éducation aux médias dispose de bases stables. Son rôle est élargi au-delà du champ scolaire. Le nouveau conseil s'appelle désormais Conseil supérieur de l'éducation aux médias (CSEM). Les centres de ressources sont confirmés dans leur rôle et plusieurs opérations telles que *Ouvrir mon quotidien* ou *Journaliste en classe* sont intégrées dans le dispositif. Tanguy Roosen est désigné comme président et Patrick Verniers comme vice-président. Média Animation est reconnue comme centre de ressources pour 5 ans. Cette reconnaissance sera, comme en éducation permanente, renouvelée pour 2014-2018 et 2019-2023.

Les activités d'éducation permanente

Le nouveau décret de l'éducation permanente nécessitait de repenser profondément les activités de Média Animation. Au-delà du soutien que l'association apportait aux secteurs associatifs, elle devait désormais s'investir beaucoup plus fortement dans l'animation de groupes d'éducation permanente et contribuer à leur mise en place. La coordination de ce secteur est confiée à Stephan Grawez, qui devient ensuite inspecteur à la Fédération

Wallonie-Bruxelles et est remplacé par Daniel Bonvoisin. De nombreuses initiatives sont lancées durant ces années, et notamment :

- **2006** : création du *Festival du film contre le racisme* en partenariat avec le MRAX qui organise la *Semaine d'action contre le racisme*. Il change ensuite de nom et devient le festival *À films ouverts, pour l'interculturalité, contre le racisme*, complété par un concours de courts métrages contre le racisme.
- **2007** : installation d'espaces publics numériques (EPN) dans les trois implantations de l'association, afin de permettre le développement des activités d'appropriation critique des nouvelles technologies. Ces activités seront regroupés en 2010 sous l'intitulé *Tous homonumericus*.
- **2008** : lancement, sur base d'un projet européen, de la formation Médiacoach qui propose aux intervenant-es éducatif-ves d'acquérir des compétences en éducation aux médias afin d'être capables de mener des projets dans leurs contextes professionnels. Ce projet est mené avec différents partenaires tels que Action Médias Jeunes, le CBAI, l'AJP, la Presse.be, la Médiathèque, ou la RTBF.
- **2011** : lancement du projet *Médiatisse ton quartier*, un média participatif de quartier reposant sur une plateforme Internet.
- **2014** : *La semaine numérique*, organisée précédemment par Technofutur, est désormais prise en charge par Média Animation en collaboration avec Point Culture. Elle propose des centaines d'ateliers numériques gratuits en Wallonie et à Bruxelles. L'objectif est de susciter l'usage des technologies par le plus grand nombre, et en particulier par les publics fragilisés numériquement.
- **2017** : lancement de *Médiaphone*, une émission radiophonique proposée par Média Animation sur Radio Run (Namur) et Radio Campus (Bruxelles) qui présente le résultat des ateliers réalisés par différents groupes d'adultes.
- **2017** : *Pop Modèles*, un outil d'éducation aux médias portant sur les représentations et les stéréotypes dans les médias populaires, visant l'évolution des relations de genre, sinon des genres eux-mêmes.



Les dossiers de l'éducation aux médias

En 15 ans plus de 200 analyses sont publiées sur le site de l'association. Et une quinzaine d'études sont publiées dans la collection *Les dossiers de l'éducation aux médias* :

- 2006 : Grilles sur le grils
- 2006 : Hollywood lave plus blanc
- 2006 : Les publicitaires savent pourquoi
- 2008 : Internet c'est vous
- 2009 : La réalité si je mens
- 2011 : Médias sans frontières
- 2013 : Madame, Monsieur, bonsoir
- 2013 : Médias plus verts que nature
- 2015 : Éducation aux médias et jeux vidéo
- 2017 : Cinéma et enjeux internationaux
- 2017 : Entre discours de haine et liberté d'expression
- 2017 : Éduquer aux réseaux sociaux
- 2017 : Dessine-moi la liberté d'expression
- 2020 : Critiquer l'info – 5 approches pour une éducation aux médias
- 2020 : L'exotisme au cinéma
- 2021 : #Génération2020 – Les usages des écrans chez les moins de 20 ans



Les activités dans l'enseignement

Dans l'enseignement, en étroite collaboration avec le CSEM et les fédérations de l'Enseignement catholique, Média Animation accompagne le monde éducatif dans une réflexion pour l'intégration de l'éducation aux médias.

En collaboration avec le SeGEC, Média Animation développe des activités

- d'organisation de formations d'enseignant-es,
- de sensibilisation et formation des relais pédagogiques,
- d'accompagnement des projets d'écoles,
- de recherche dans le domaine de l'éducation aux médias.

L'association réalise un nombre important de programmes de formation à destination des enseignant-es. Ces programmes sont mis sur pied, soit dans le cadre de la formation continue des enseignant-es, en collaboration avec la FOCEF, CECAFOC ou l'IFC, soit directement à la demande d'écoles. Ils touchent plusieurs centaines d'enseignant-es chaque année.

Certaines opérations d'envergure sont réalisées en fonction des besoins. Ainsi, en 2016, Média Animation organise en partenariat avec la Focef et les Hautes Ecoles du réseau libre une journée *Forum@TICE: les technologies de l'information et de la communication au service des apprentissages* dans chaque province à destination des instituteur-rices et des directions d'écoles. Chacune de ces journées réunit entre 120 et 180 enseignant-es.

Média Animation intervient également dans l'enseignement supérieur, principalement le supérieur pédagogique et le master en éducation aux médias de l'IHECS, afin de contribuer à la formation initiale des futurs enseignant-es.

N'étant pas en mesure de répondre aux nombreuses demandes d'interventions dans les classes, Média Animation établit un partenariat avec Action Médias Jeunes (ACMJ), une organisation de jeunesse, membre du CJC, active dans le domaine de l'éducation aux médias. Les deux associations collaborent et se concertent via une participation croisée dans leurs conseils d'administration réciproques.

Au sein du CSEM, Média Animation participe aux différents groupes de travail : enseignement obligatoire, enseignement supérieur et recherche, médias d'information, usages médiatiques, cinéma et image, appels à projets, communication, etc. Paul de Theux coordonne le groupe de travail dédié aux médias d'information. L'association participe aux différentes actions menées par le conseil : journée des hautes écoles, Rallye des médias, opération *Ouvrir mon quotidien*, etc.



Thématiques de formation d'enseignant·es :

DANS LE FONDAMENTAL

- Les nouveaux médias à l'école
- Gestion pédagogique de la cyberclasse
- Les tablettes numériques en classe
- Utiliser un site web collaboratif
- Création de site web
- Création d'une (web) radio d'école
- Les TICE en maternelle
- Analyse de la publicité

DANS LE SECONDAIRE

Formations à l'analyse médiatique

- Analyse critique de la publicité
- Analyse du langage cinématographique
- Recherche et critique de l'information sur Internet
- Bienfaits, méfaits et risques d'Internet
- Analyse critique des réseaux sociaux
- Analyse de la presse écrite
- Analyse de l'information
- Citoyenneté et éducation aux médias
- Enjeux de la « culture jeunes »
- Education critique aux jeux vidéo
- Pièges et atouts de wikipédia
- Analyse de la télé-réalité
- Presse et citoyenneté

Formations à la création médiatique

- Créer un site web
- Réaliser une vidéo en classe
- Créer un réseau social en classe
- Initiation à Powerpoint

Les projets européens

Sur la lancée des projets européens initiés au début de la décennie, l'équipe de Média Animation poursuit ses activités internationales et pilote ou participe à une quinzaine de projets internationaux :

- **2007** : coordination d'une enquête européenne intitulée *Mediapro* portant sur l'utilisation par les jeunes des nouvelles technologies et menée dans 9 pays européens : Belgique, Danemark, Estonie, France, Grèce, Italie, Pologne, Portugal et Royaume-Uni. Une enquête équivalente a été réalisée parallèlement au Québec.



- **2008** : le projet *Euromeduc* organise trois séminaires internationaux et un Congrès européen de l'éducation aux médias qui a lieu en Italie à Bellaria du 21 au 24 octobre 2009. Il est piloté avec le CLEMI (France), Zaffiria (Italie) et l'Université d'Algarve (Portugal).
- **2008** : le projet *Mediacoach* a pour objectif de mettre en place un cycle de formation certifiante pour les éducateurs et animateurs. Il réunit des acteurs de l'éducation aux médias d'Allemagne, Belgique, Pays-Bas et Suède.
- **2011** : *My mobile* vise à développer les échanges à propos des approches et méthodes existantes en matière d'apprentissage mobile et d'élaborer des lignes directrices générales pour l'apprentissage mobile dans l'éducation des adultes.
- **2011** : Les projets *MARS – Media & Anti-Racisme dans le Sport et Mediane*, réalisés à l'initiative du Conseil de l'Europe conjointement avec la Commission européenne, ont pour but de créer un réseau médiatique européen contre le racisme et pour le dialogue interculturel.
- **2012** : Les projets *Media4Me* et *Media4Us* visent à promouvoir le dialogue interculturel, la cohésion sociale et la citoyenneté par l'utilisation cohérente des réseaux sociaux. Pilotés par l'association hollandaise Mira Media, ils réunissent des partenaires de Belgique, Allemagne, Italie, Roumanie, République tchèque et Royaume-Uni.





- **2013 :** *e-Engagement Against Violence (e-EAV)* vise à déconstruire les stéréotypes populistes relatifs à la race, aux genres, au handicap et à l'orientation sexuelle dans les médias. Un projet mené par l'Université de Florence avec des partenaires de France, Belgique, Autriche, Bulgarie, Slovénie et du Royaume-Uni.
- **2014 :** *eMEL*, un projet visant la réalisation d'un laboratoire en ligne sur le développement des compétences en éducation aux médias pour les enseignant-es en formation initiale et continue, mené avec des partenaires de France, Italie, Finlande, Portugal et du Royaume-Uni.
- **2015 :** *Bricks*, un projet qui vise à combattre la propagation de discours de haine à l'encontre des migrant-es et des minorités à travers l'éducation aux médias et une implication active des utilisateur-rices et des producteur-rices de contenus sur le web. *Bricks* réunissait des partenaires venant d'Italie, Allemagne, Espagne, Belgique et République tchèque.
- **2015 :** *B-BICO*, un projet financé par la commission européenne, piloté par Child Focus et réunissant divers acteurs belges d'éducation à l'Internet au sein d'un consortium afin de favoriser des usages responsables et citoyens de l'Internet, mais aussi créatifs et critiques. Ce projet a connu plusieurs éditions et se poursuit à partir de 2022 sous le nom *Betternet*.
- **2016 :** *Tandem*, puis *Appeduc*, des projets réunissant des équipes de parents et d'enseignant-es pour aider les enfants à devenir autonomes dans une société numérique. Ces projets sont menés avec des partenaires de France et d'Italie.
- **2016 :** *MEET, Media Education for Equity and Tolerance*, un projet qui vise à encourager les jeunes à agir en citoyen-ne actif-ve et à propager la tolérance, la solidarité, l'équité et la compréhension interculturelle dans les médias. Il est piloté par l'Université de Florence et mené avec des partenaires d'Autriche, Belgique, Slovénie et Allemagne.
- **2020 :** *e-Merge*, un projet mené avec des écoles secondaires pour déconstruire les représentations de genre dans les médias et créer des ressources pédagogiques. Piloté par Média Animation avec des partenaires d'Italie, Roumanie et Grèce.
- **2021 :** *KIT, Keep in touch*, un projet mené dans 5 pays européens (Allemagne, Belgique, France, Italie, Portugal) qui vise à créer des outils innovants pour mettre en œuvre l'éducation au numérique dans le secteur de la petite enfance.



Création d'une association internationale

La création d'une association internationale d'éducation aux médias était en projet depuis de nombreuses années. Il aboutit enfin en 2016. L'International Association for Media Education (IAME) est créée à Bruxelles par huit membres fondateurs, six associations et deux personnes physiques :

- Associazione italiana per l'Educazione ai Media e alla Comunicazione – MED (Italie)
- Centre d'étude pour les jeunes et les médias (France)
- Gesellschaft für Medienpädagogik und Kommunikationskultur GMK (Allemagne)
- Institut des hautes études en communication sociale - IHECS ASBL (Belgique)
- Média Animation (Belgique)
- Associata Mediawise Society (Roumanie)
- Brumder-Bevort Evelyne (France)
- Falconi Alessandra (Italie)

Ses objectifs visent principalement à

- créer un réseau afin de partager et échanger des ressources, des compétences et des connaissances en éducation aux médias. Pour cela, IAME organise des événements internationaux, notamment des universités d'été, masterclass, conférences et webinaires, des conventions, des séminaires ou des symposiums.
- Encourager la réflexion et la recherche, notamment par la participation à des projets européens et internationaux et à des études universitaires liées à l'éducation aux médias.
- Participer à des conférences et des réunions politiques pertinentes soutenant la pratique de l'éducation aux médias, telle que façonnée par les politiques régionales, nationales et mondiales.
- Accroître la visibilité des enjeux du secteur auprès des décideurs politiques, des institutions publiques et des organisations privées.



Parmi les membres fondateurs, il y a deux fédérations nationales : GMK, association allemande et MED, association italienne. En 2021, l'association anglaise MEA rejoint également IAME. Rapidement, l'association compte une centaine de membres. Son siège social est installé dans les locaux de Média Animation.

Une première université d'été est organisée en 2018. Elle a eu lieu à Lucca en Italie du 1er au 3 juillet et réunit une cinquantaine de membres. Deux experts internationaux, David Buckingham (Royaume-Uni) et Normand Landry (Canada), y interviennent pour présenter leur vision sur l'évolution et les enjeux du secteur.

L'année suivante, une deuxième rencontre d'été est organisée à Bruxelles le 2 et 3 septembre autour de quatre Master Class animées par des expert-es invité-es.

En 2020 et 2021, à cause de la pandémie de la Covid 19, les rencontres présentielles sont annulées au profit de webinaires en ligne organisés tout au long de l'année.

Quatre studios pour une agence de communication

Afin de donner une meilleure visibilité aux activités de ce secteur, celui-ci prend le nom d'« Agence de communication », qui est réunie sous une seule direction dans le cadre du départ à la pension de Pierre Chemin en 2017. Ses équipes sont renforcées par de nouveaux profils : conseiller artistique, conseiller en communication et assistante de production. L'agence réalise désormais annuellement une centaine de projets, depuis la simple création d'un flyer ou d'un spot radio jusqu'à la réalisation d'un film aux Philippines ou d'un site web pour une ONG internationale. Elle est organisée en 4 studios :



Handistreaming



- Un studio d'enregistrement, qui permet la réalisation de CD d'auteurs, la création de jingles, de bandes son pour œuvres théâtrales, de productions pédagogiques, de musiques originales, l'enregistrement de voix off, de spots publicitaires, etc. Il a permis de réaliser, parmi bien d'autres projets, les CD de la série des cordons, *Li Bia Bouquet 1856-2006*, *les Contes Kabyles de mon enfance* D'Hamsi Boubeke, le Bar à sons, des albums de Mousto Largo, Christian Merveille et Jean-Paul Chemin ou le podcast *À vos marques, bébé débarque...*
- Un studio audiovisuel, qui réalise des tournages depuis la préproduction et la scénarisation jusqu'au montage, au doublage, au sous-titrage et à l'authoring DVD et Blu-ray, la compression web, les copies, transferts et duplications. Le studio, qui travaille également en motion design, a réalisé divers projets tels que : *La beauté à tout prix*, *Saxonweb*, *Özge et sa petite Anatolie*, *Le défi climatique des paysans malgaches*, *Mes bagages pour le mariage*, *Justice Migratoire*, *Atouts Camps*, *Handistreaming*, documentaire sur les agriculteurs de Mindanao, *Daphné et les symptômes invisibles*, *Déballe ta pub !*, *Pauvreté et transition écologique*, *L'essence du collectif*, etc.
- Un studio graphique, dédié à la création d'identités visuelles (logos, charte graphique, identité, illustrations) et la réalisation de supports mis en page (maquettes, dépliants, affiches, roll-up, revues, bannières pour les réseaux sociaux...). Parmi bien d'autres, le studio graphisme a réalisé : *Une brève histoire de l'immigration en Belgique*, *Colonisation/décolonisation*, les nouveaux programmes de la FédéFoC, *Parent à bout*, *Que faire après l'école à Schaarbeek ?*, la valisette #bienveillance, *Green Washing*, *Annuler la dette*, *La rue est à vous*, *Culture Jodoigne* ; des logos pour *Alter-psy*, *Ecotopie*, *Télé-Accueil*, *Santé Positive VIH*, *BSPHO*, *Ex Aequo*, ainsi que diverses publications pour *Volont'R*, *Prospective Jeunesse*, *la RTBF* ou *Résonance*.
- Un studio web, intitulé « médialab », qui prend en charge la création de sites incluant leurs CMS, depuis le prototype jusqu'à la mise en ligne. Il a notamment réalisé les sites des associations ou projets suivants : *CJC*, *Fédération des maisons médicales*, *Solidarité Mondiale*, *Artotek*, *Scouts et Guides Pluralistes*, *Avocats Sans*

Frontières, Oxfam-Magasins du Monde, Collectif Accessibilité Wallonie-Bruxelles, Fédération des conteurs, Communes du commerce équitable, UNICEF Kids, Croix-Rouge Jeunesse, Questions vives, Comme Chez Nous, Coordination Sociale des Marolles, etc.

L'équipe réalise également l'ensemble des productions de l'association et notamment celles des projets européens auxquels elle participe. Elle prend aussi en charge des activités de consultance pour aider les associations à préciser leur projet et à choisir le média qui correspond le mieux à leurs objectifs communicationnels. Ont pu entre autres bénéficier de cet accompagnement stratégique : *Les Audacieux, La Régie des quartiers, Faculté d'Aimer, Ligue Belge de la Sclérose en plaques, La Semaine de l'Intergénération, Abbeyfield Belgium, Haute Ecole Léonard de Vinci, CAI Namur, Jeunesses Musicales Bruxelles, CRILUX, l'Association des Centres Culturels, O'YES, Agora, etc.* ainsi que *les centres culturels de Chênée, de Jodoigne-Incourt, Les Chiroux.*

Une équipe à nouveau renforcée (2018-2022)

En 2018, Média Animation connaît une mutation comparable à celle de 2006 : deux associations, qui avaient fait partie du projet Médiaforum, décident de fusionner avec elle et ce regroupement se double d'un nouveau déménagement.

Le rapprochement de Média Animation avec le CTV-Médias et le Sycomore s'amorce en fait dès l'année 2015. La direction du CTV-Médias est confrontée à des problèmes de santé et l'association, située à Bruxelles, vit une situation financière difficile. Le conseil d'administration décide d'un rapprochement avec Média Animation. Parallèlement, l'ASBL Le Sycomore, située à Wavre, souhaite également s'adosser à une structure plus importante pour assurer son avenir. Les rapprochements se mettent en place en 2016 et 2017. En 2018, les fusions par apport d'universalité sont approuvées par les assemblées générales des 3 associations et les équipes du Sycomore, en 2018, et du CTV Médias, en 2019, rejoignent celle de Média Animation. L'équipe passe d'une trentaine de membres à près de 45. Le Sycomore devient une régionale située en Brabant wallon. Le CTV Médias rejoint les locaux de Média Animation et loue un espace à Point Culture pour son activité de formation de personnes porteuses d'un handicap. Parallèlement, en 2018, une régionale axée sur les projets européens est créée à Tournai, ce qui permet à l'association de s'implanter dans le Hainaut.

2018 est également l'année où le propriétaire des locaux de l'avenue Mounier, le SeGEC, annonce qu'il doit mettre fin au bail de Média Animation afin de pouvoir installer de nouveaux services dans ses locaux. Il faut donc trouver une nouvelle implantation en Région bruxelloise, avec davantage d'espace pour accueillir les nouveaux collègues. Ce sera rue de la Fusée, au n°62 et le déménagement a lieu à la toute fin de l'année 2019.



Les fusions de 2018

CTV-MÉDIAS

Créé en 1960, le Centre d'action et de documentation pour la télévision (CTV) se donne pour objectifs l'information et la formation des téléspectateurs et téléspectatrices. Il organise, avec des professionnel·les de la télévision, des sessions de formation pour les enseignant·es et les éducateur·rices. Il publie une revue hebdomadaire, *C.T.V.-Notes*, qui deviendra ensuite un mensuel sous le nom *Les cahiers de la télévision*. En 1968, il est reconnu comme service d'éducation permanente. À partir des années 70, il crée une vidéothèque et procure aux écoles et aux associations le matériel nécessaire pour la diffusion et l'analyse d'émissions de télévision. Au fil des années, le CTV élargi ses activités dans les domaines de l'audiovisuel, l'informatique et l'Internet et prend la dénomination CTV-Médias. En 2018, il fusionne avec Média Animation.

The logo for CTV Médias ASBL features the text "CTV Médias" in a bold, sans-serif font, with "ASBL" in a smaller font to the right. The text is white and set against a dark blue rectangular background.

LE SYCOMORE

Lors de sa constitution en ASBL en 1982, le Sycomore a pour objet social « l'enseignement et l'éducation par les moyens audio-visuels » qui deviendront ensuite « les moyens multimédia ». Il réalise des outils qui s'adressent au départ aux catéchistes, animateur·rices pastoraux et enseignant·es. L'ASBL organise également des activités de formation, du prêt de matériel audiovisuel et publie un bulletin trimestriel d'information.

Au fil du temps, le Sycomore se redéfinit comme centre de création d'outils citoyens, ludiques et interactifs : des jeux, bandes dessinées, livrets, outils et expositions au service de la recherche de sens, de l'éducation à la citoyenneté et du dialogue interconvictionnel.

Le Sycomore est aujourd'hui un service de Média Animation, avec laquelle il a fusionné en 2018. Il propose ses outils de formation et d'animation sur son site web : www.sycomore.be



Une réorganisation des équipes

L'équipe éducative, qui comptait 3 secteurs (enseignement, éducation permanente des adultes et projets européens) en compte désormais un quatrième, provenant de l'asbl CTV Médias. Il s'agit d'une activité de formation à la communication et à l'utilisation des nouvelles technologies, destinée aux personnes porteuses d'un handicap. Elle est pilotée dès 2019 par Pascale Vandevenne et s'enrichit de l'approche de l'éducation aux médias. Parallèlement, le pilotage du centre de ressources pour l'enseignement est confié à Martin Culot et, suite à la fusion avec le CTV-Médias, également reconnu en éducation permanente, Média Animation voit sa reconnaissance passer de 450 h à 900 h d'animations annuelles.

Les services généraux sont également réorganisés. Ils regroupent désormais les dimensions administratives, financières, informatiques et les services d'entretien. Une fonction de gestionnaire des ressources humaines est créée. Les relations des services généraux avec les autres équipes sont complètement redéfinies et remaniées.

En 2019, la direction de l'agence de communication est confiée à Cédric Lambert, remplacé par Thibaut Monnier en 2021. Elle adopte un fonctionnement plus transversal, en impliquant différents studios au service d'un même projet. Cette dynamique permet de rencontrer les attentes des associations qui ont besoin d'un accompagnement global pour leur stratégie communicationnelle.

Enfin, en 2020, Paul de Theux est nommé président du CSEM pour un mandat de 5 ans.

2020-2021 : des années marquées par la pandémie de la Covid 19

À peine l'association est-elle installée dans ses nouveaux locaux qu'elle doit quasiment les quitter : au mois de mars 2020 débute de façon totalement inattendue la pandémie de la Covid-19 et le confinement mis en place par les autorités politiques. Toutes les activités collectives sont suspendues et les contacts limités aux moyens électroniques. Une grande partie de l'équipe passe en télétravail et reste à domicile. Au déconfinement amorcé en mai se substitue rapidement une limitation des rassemblements à 10 personnes. Fin septembre, l'arrivée d'une deuxième vague restreint à nouveau les contacts et entraîne le retour du télétravail obligatoire. Ce régime se poursuivra en 2021, avec un assouplissement du télétravail qui, en milieu d'année, ne sera plus obligatoire mais seulement recommandé.

Durant cette période, les équipes s'organisent avec les moyens de communication électronique. Les services généraux doivent être en partie présents sur les lieux de travail. Les deux autres équipes communiquent à l'aide des différents outils de visio-conférence

disponibles. L'agence de communication parvient à poursuivre ses activités car les projets et les sollicitations se maintiennent malgré le confinement. L'équipe éducative doit suspendre un certain nombre d'animations, même si elle parvient à en transposer certaines en ligne, et réoriente son activité vers la production d'outils, d'analyses et d'études. Ce travail débouchera notamment sur la mise en ligne d'une plateforme d'e-learning en éducation aux médias (eformation.media-animation.be).

2022 : un anniversaire tourné vers l'avenir

Les projets pour 2022 s'inscrivent dans la continuité des activités de l'association, préparation d'une formation de personne de référence en éducation aux médias pour les établissements scolaires avec le CECAFOC, conception d'une formation en éducation aux médias pour encadrant-es de personnes à besoins spécifiques, un projet européen autour des productions de courts métrages contre le racisme, un autre sur la formation de formateurs en éducation aux médias en partenariat avec l'association internationale, etc.

Et, alors que la pandémie n'est pas complètement achevée, l'équipe se mobilise pour fêter le 50ème anniversaire de Média Animation en préparant différents événements afin de faire le point sur les enjeux actuels qui sont les siens dans les secteurs de l'éducation aux médias et de la communication associative. Ces enjeux sont développés dans les chapitres suivants consacrés aux différents secteurs d'activités de l'association.





Tournage réalisé dans le cadre d'un atelier « Média Expression » de Média Animation.



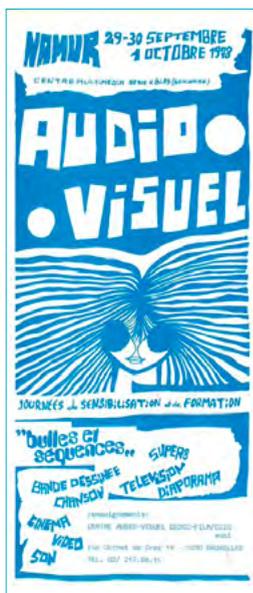


ÉDUQUER AUX MÉDIAS PAR L'ÉDUCATION PERMANENTE

L'émancipation individuelle et collective, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits appelés de tous ses vœux par l'article 1^{er} du décret du « développement de l'action d'Éducation permanente dans le champ de l'action associative » encadre depuis 1976 les activités de Média Animation. Devenue depuis une actrice importante de ce secteur singulier dans le paysage culturel, l'association mobilise les principes de l'éducation aux médias au service de cette démarche auprès des citoyen-nés adultes et au bénéfice de leurs mobilisations.



Éduquer aux médias par l'éducation permanente



Lors de sa création en 1972, le Centre audiovisuel Cedoc-film/CCID, futur Média Animation, ne manque pas d'ambition. Il affirme vouloir « déclencher un vaste mouvement d'éducation permanente par l'utilisation de divers moyens audiovisuels ». Pour cela, il organise des formations d'animateur·rices socio-culturels, prête du matériel audio-visuel et publie un bimestriel qui fournit de nombreuses ressources, réflexions et propositions d'activités.

Dans un premier temps, les activités d'animations sont centrées sur la chanson et le cinéma, principalement via des ciné-forums et disco-forums. Ceux-ci permettent à la fois de traiter de thèmes de société mais également d'analyser les médias pour eux-mêmes. Ils sont soutenus par des dossiers d'information et d'analyse. Certains articles publiés dans la revue de l'association portent sur les objectifs et méthodes à mettre en œuvre. À propos de l'analyse de films, ils posent les questions suivantes : « *Connait-on les intentions réelles de l'auteur (qu'a-t-il voulu dire et à qui), son engagement politique, le contexte socio-économique (aspects idéologiques et financiers) qui, forcément, déteint sur le film (sur son message et son langage, c'est-à-dire son système de valeurs), les conditions de tournage (pressions politiques et financières, autocensure), etc...* ».

Les modalités d'animation sont également interrogées. En contexte d'éducation permanente, il faut « que le film ne soit plus proposé mais voulu par un groupe déterminé (association socio-culturelle, groupe de pression, groupe politique, catégorie socio-professionnelle, etc.) qui, à un moment de son histoire, juge opportun d'organiser un ciné-forum ». En effet, « le cine-forum peut être un moment fort dans la vie du groupe s'il est issu de lui et de lui seul (auto-gestion au niveau de l'animation et de ses techniques, c'est-à-dire choix du film, de l'animateur – issu du groupe –, recherche éventuelle de documentation, gestion comptable, etc.) ».

Reconnaissance en éducation permanente

Durant les premières années, le Centre audio-visuel bénéficie du soutien du Ministère de la Culture. En 1976, un décret met en place et organise le secteur de l'éducation permanente des adultes. Deux ans plus tard, Média Animation obtient sa reconnaissance comme « service général d'éducation permanente ».

À cette occasion, l'association redéfinit son objet social et l'élargit à d'autres médias que le cinéma et la chanson. Elle s'adresse « aux cadres d'animations, aux éducateurs et à toute personne voulant prendre en charge, dans son milieu d'animation et d'éducation » des actions de formation permanente. Les objectifs visent à favoriser :

- l'analyse des mécanismes des mass média (cinéma, chanson, bande dessinée, presse, publicité...), des langages utilisés, des dimensions sociales, culturelles, idéologiques des pratiques et produits.
- une maîtrise de l'utilisation des outils et supports audio-visuels, tout en favorisant la communication personnelle et communautaire.
- un choix pédagogique : des formules variées et adaptées à chaque type d'action
- un choix des supports et méthodes : choix du support audio-visuel le mieux adapté au terrain ; priorité de l'analyse sur la pratique sur l'outil...

Le public visé est constitué par « *les personnes ayant une fonction de responsabilité sociale en milieu culturel, d'animation, éducatif, professionnel* » ou souhaitant y accéder. L'association compte 300 membres et un millier de personnes la sollicitent pour une aide à des actions ponctuelles ou la préparation de projets.

Une réorganisation des activités

Au tournant des années 80, Média Animation est confrontée à une crise financière qui l'oblige à se réorganiser. Jusque-là, elle s'adressait à tous les publics et ses formations pouvaient réunir jusqu'à 150 personnes. Mais d'autres animations rencontraient beaucoup moins de succès et étaient déficitaires. C'est pourquoi elles seront progressivement réorientées vers des groupes constitués tout en visant, au final, le grand public.

Le programme de 1984 « *propose des modules de formation pour explorer le langage des médias, analyser leurs spécificités, lire des images, décoder des affiches, enregistrer le son, travailler en studio, réaliser un reportage ou une fiction en dias ou en vidéo, comprendre le monde de la presse écrite, pénétrer dans l'univers de la BD, etc.* » Ces formations sont prises en charge des professionnel·les spécialisé·es, réalisateur·rices, preneur·euses de son, journalistes, et s'élargissent à la communication associative.

Trois niveaux de formation sont proposés :

- des animations ou initiations : à partir de visionnements et d'écoutes actives (affiches, son, dias, livres, films...), elles traitent du langage de l'image et du son des différents médias.
- des formations : de plus longue durée que les animations, elles partent des mêmes bases (analyse du langage) mais vont plus loin dans l'exploration du ou des médias. La théorie est complétée par une utilisation pratique du matériel.
- Réalisation : ces formations permettent de passer à la réalisation pratique de médias (reportage vidéo, émission radio, montage dias...).

Développer l'éducation aux médias



Au fil des années, l'association inscrit son projet dans le champ de « l'éducation aux médias », une dénomination qui s'est imposée progressivement. Au début des années 90, Média Animation souligne la dimension citoyenne de ce projet. « *L'éducation aux médias est avant tout un réflexe démocratique* » affirme-t-elle. « *Ce qui est en jeu, c'est la capacité de l'individu à recevoir et gérer l'image de la réalité qui est véhiculée par les médias. Il est clair que cette image influence en retour la société. Si le citoyen n'a pas conscience de ce jeu d'aller-retour, ce n'est plus un jeu mais une manipulation* ». Pour cela, il faut « *donner la capacité à chaque citoyen de suivre le plus consciemment possible le jeu médiatique* ».

C'est pourquoi Média Animation s'associe à différents partenaires éducatifs mobilisés pour permettre « *à chaque citoyen la possibilité de se former à une lecture critique des médias* ». C'est le cas de l'opération *Jeunes Téléspectateurs Actifs*, qui réunit une série de partenaires du milieu socioculturel pour proposer une semaine de sensibilisation des jeunes et des familles aux médias. Avec la Médiathèque, des responsables de l'enseignement, de l'éducation permanente, des médias et des experts universitaires interpellent le monde éducatif. Cette démarche débouche sur la publication d'un Livre blanc : *Pour une éducation aux médias généralisée en Communauté française*. Ces collaborations viennent renforcer les activités de l'association : formations à destination des cadres socio-culturels, réponses à des demandes spécifiques d'associations, publications sur les médias...

À la fin de la décennie, de nouveaux enjeux surgissent suite à l'émergence de l'Internet et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). L'appropriation de ces technologies, les questions qu'elles posent, leurs impacts sur la société, les fractures numériques qu'elles génèrent... sont autant de questions qui mobilisent l'éducation aux médias. Elles s'imposeront rapidement comme une dimension majeure des activités et des préoccupations de l'association.

Un nouveau décret pour une action renouvelée

En 2003, un nouveau décret redéfinit le cadre et les modalités de mise en œuvre de l'éducation permanente. Il amène l'association à repenser en profondeur ses modes d'actions, à systématiser ses approches des différents publics, à clarifier ses partenariats. Les actions d'éducation permanente, au plus près des publics visés, sont largement renforcées. Des démarches de réflexion collectives, associant les publics concernés, sont mises en place. De plus, l'association est amenée à distinguer plus clairement ce qui relève de l'éducation permanente et ce qui relève de l'enseignement.

Ce repositionnement fondamental s'est développé pendant 3 ans, au terme desquels l'association est reconnue sur base du nouveau décret. Dans le cadre de l'axe 1, dénommé « Participation, éducation et formation citoyennes », elle définit quatre thématiques d'action :

1. L'éducation critique à l'environnement médiatique.
2. L'appropriation critique des nouvelles technologies (NTIC)
3. Le développement, l'accompagnement et la structuration de l'expression culturelle et interculturelle par la création médiatique qui deviendra ensuite « l'expression sociale et culturelle par la création médiatique »
4. Les médias comme supports à la communication et à l'éducation aux enjeux de société, qui s'intitulera ensuite « Interculturalité, diversité et médias ».

Ces thématiques s'inscrivent dans la continuité des activités historiques de l'association, avec un renforcement de leur dimension citoyenne. L'association s'inscrit également dans l'axe 3 du décret intitulé « Production de services ou d'analyses et d'études », ce qui lui permet de poursuivre de façon soutenue son activité de publication.

Des enjeux de société actualisés

Au terme de cinq années d'action, l'association fait en 2013 le point sur les enjeux de son projet. Elle constate que *« la force du pouvoir économique et la mondialisation ont créé des structures qui organisent et orientent les consommations médiatiques dans un sens majoritairement économique ; or les pouvoirs politiques peinent à garder un espace d'action et de contrôle. Les enjeux sont donc culturels et sociaux, puisque les médias diffusent des modes d'organisation sociale et des modes de vie et structurent nos représentations »*¹.

Au départ de ces constats, Média Animation redéfinit les défis à relever :

- la participation citoyenne dans cette société médiatisée ;
- la fracture face aux médias numériques et aux NTIC ;
- la dimension intergénérationnelle de ces fractures ;
- l'appropriation critique d'Internet
- le dialogue interculturel et de questions de plus en plus préoccupantes liées aux migrations et à la diversité.



¹ Rapport général d'exécution 2009-2013 & Plan d'Action Quinquennal 2014-2018, Média Animation, 2013, p. 91.



Ces questions sont développées durant les cinq années suivantes. Au terme de celles-ci, l'association constate que « *le monde des médias n'a cessé de mobiliser des regards critiques et d'être placé au centre d'un grand nombre d'enjeux sociaux en tant que vecteur de culture, d'idées, de domination et de pouvoir. La question de l'égalité de genre, du racisme et de la fiabilité de l'information ont connu un essor particulier que Média Animation a accompagné²* ». L'objectif reste donc celui de « *participer à l'émancipation critique et collective des citoyens dans un univers saturé de médias. L'axe 1 restera pour nous un espace d'activation des publics dans un processus critique et collectif, l'axe 3 nous permettra de participer au développement d'un regard critique sur les médias dans leur rapport à la société et à la culture³* ».

De l'expression artistique à l'exercice d'une citoyenneté combative et inclusive

Tout au long des années, l'association a veillé à adapter ses méthodes pour mieux impliquer de nouveaux publics, réputés « fragiles » et ciblés prioritairement par le décret d'éducation permanente. « *Le travail plus fréquent que nous déployons avec des personnes parlant peu ou pas le français, et issues d'espaces culturels différents de ceux dont nous sommes – nous animateurs – issus, nous pousse à nous former et réfléchir sur les adaptations nécessaires. Dans le même esprit, travailler avec des personnes porteuses d'un handicap nous invite également à repenser nos méthodes⁴* ». D'autre part, la généralisation des technologies mobiles « *offre de nouvelles opportunités de démocratie de l'expression médiatique tout en requérant une réflexion critique sur les enjeux qu'elles drainent⁵* ».

Aux côtés d'une appropriation critique de l'environnement médiatique, les démarches d'éducation permanente s'appuient sur la démultiplication spectaculaire des outils médiatiques dans le quotidien pour favoriser et renforcer l'exercice du droit fondamental à la liberté d'expression auprès de publics habituellement exclus de l'espace des médias de masse. La tradition de l'apprentissage des techniques du cinéma ou musicales qui prévalaient à la naissance de Média Animation se sont désormais déclinées à travers toutes les formes de communication : photo, radio, vidéo, stop motion, jeux, web, etc. telles qu'elles se mélangent aujourd'hui à chaque coin de notre environnement numérique pour constituer un enjeu « d'empowerment » et d'émancipation.

2 *Rapport général d'exécution 2014-2018 et plan d'action quinquennal 2019-2023*, Média Animation, 2018, p 31.

3 *Ibid.* p. 32

4 *Ibid.*

5 *Ibid.* P.33

Chacune de ces formes combinées aux nouvelles technologies de l'information constituent autant d'opportunités pour les citoyens et citoyennes de se mêler à la production médiatique jadis réservée surtout aux émetteurs professionnels. L'éducation aux médias ne se limite plus aux productions des industries culturelles ou de l'information mais questionne et responsabilise les usages désormais banals des outils du quotidien. Avant l'avènement de l'environnement numérique, l'univers des médias professionnels jouxtait celui de l'expression amateur et populaire que les démarches d'éducation permanente invitaient à mobiliser. L'horizontalité technique propre au réseau Internet et l'accessibilité des outils de création numérique ont désormais transformé l'espace médiatique en espace public. Dans ce contexte, l'éducation permanente invite à accentuer, voire structurer, l'action citoyenne et critique que ce nouvel environnement permet.



Cette extension du domaine de l'éducation aux médias s'est dès lors accompagnée d'une plus grande pertinence sociale. Si la critique médiatique constitue toujours un élément essentiel pour comprendre comment la société se construit et évolue, elle permet aussi de se mêler à des enjeux désormais centraux. Les luttes contre le racisme, le sexisme, les populismes et les discriminations au sens large, les résistances face à la marchandisation et le néolibéralisme, aux fractures numériques, les mobilisations relatives aux enjeux environnementaux et sociaux gagnent à mobiliser les méthodes de l'éducation aux médias dans un contexte d'éducation permanente accessible à tous et toutes. L'évolution des activités de Média Animation, comme le *Festival À Films ouverts*, les réalisations audiovisuelles ou radiophoniques, les ateliers consacrés aux enjeux numériques et la publications d'analyses, d'études et d'outils témoignent de cette diversité et de cette adaptation constante à la complexité de notre époque.



Dans cette perspective, Média Animation n'a eu de cesse d'élargir ses partenariats du secteur associatif pour mieux s'y inscrire. Tant en collaborant à des mouvements, notamment dans le domaine de l'antiracisme et des questions liées aux genres, qu'en travaillant avec des associations mobilisatrices de publics aux difficultés particulières et souvent négligées : bénéficiaires des CPAS, seniors, migrant-es, personnes porteuses d'un handicap, etc.



En cinquante ans, l'univers des médias de masse n'a cessé de s'étendre pour s'immiscer dans les moindres interstices du quotidien à la faveur de son informatisation. Guidée par l'appropriation critique des médias, l'action d'éducation permanente de l'association s'est elle-même élargie et confrontée à des enjeux sans doute insoupçonnés à l'époque des ciné-clubs. Ce mouvement questionne aussi les prétentions de la démarche critique portée par les animateurs et animatrices. Désormais, il invite à renouveler les questions qui se posent tout en veillant à cerner les limites raisonnables de l'action en misant pour cela sur les sensibilités et l'intelligence des publics eux-mêmes.

Tournage du reportage « *Le défi climatiques des paysans malgaches* » pour l'asbl Entraide & Fraternité.





LA COMMUNICATION ASSOCIATIVE ET SES ENJEUX



● Aichan devant ses légumes : choux, poivrons, haricots...

● Aichan voor zijn groenten: kool, pepers, bonen ...

● Scannez le QR code pour accéder à Aichan

● Scan the QR code to access Aichan's website



LA FUSEE DES A VOUS
DE COMMUNICATION

EMERSON

Le secteur non-marchand s'est fortement développé durant les dernières décennies. Cependant, il a souvent manqué de moyens pour se faire connaître du grand public et communiquer sur ses actions. Consciente de cette faiblesse, Média Animation s'est investie au fil du temps afin d'apporter une réponse adaptée aux besoins existants tout en tenant compte des spécificités d'un secteur en constante évolution.



La communication associative et ses enjeux

Au départ, les services techniques offerts par Média Animation aux écoles et aux animateur-rices socio-culturels se limitent au prêt de matériel audiovisuel. La production et réalisation commencent à se développer à la fin des années 70. L'objectif est de permettre au monde associatif et culturel d'avoir accès aux moyens de communication audiovisuels, avec comme slogan : « Nous prenons au sérieux les petits et moyens budgets... Et vous ? ».

Pour cela, l'association met en place « une équipe de professionnels dans les divers domaines de l'audiovisuel (son, image, réalisation, graphisme) et un équipement image et son pour vous aider à résoudre vos problèmes techniques et vous accompagner dans vos réalisations, grandes ou petites ».

Des infrastructures techniques

Média Animation se dote du matériel nécessaire et met en place un studio d'enregistrement afin de réaliser des disques, des cassettes, des bandes-son pour le théâtre et l'audiovisuel, des jingles, des publicités pour radios libres... Une aide de la Communauté française via un prêt de matériel à longue durée permet dans un premier temps de réunir l'équipement indispensable. Mais cette aide s'avère rapidement insuffisante et l'association doit s'équiper sur fonds propres.

Au fil du temps, l'équipe développe des compétences diverses (vidéo, 16 mm, petite imprimerie, reportage photo, affiche, etc.) afin de pouvoir choisir avec ses partenaires les médias les mieux adaptés à leurs projets. Elle prend également en charge des campagnes de communication.



Emre Gültekin lors de l'enregistrement du CD Belgique-Maroc-Turquie

L'évolution des médias

L'évolution des médias oblige le monde associatif à professionnaliser sa communication pour qu'elle ne soit pas noyée dans l'océan des informations et fictions quotidiennes. Il doit passer d'une phase d'analyse des médias à une phase de production de sa propre communication par des médias adaptés à son public, mais aussi à ses budgets.

Au niveau de la Communauté Française, au niveau national et international, on ne parle de l'évolution de la communication qu'en termes d'infrastructure lourde (câble, satellite,...), de médias lourds et d'enjeux financiers gigantesques (industries audiovisuelles, multinationales,...).

Il faut donner aux associations les outils nécessaires à une maîtrise de cette réalité, et leur donner la possibilité d'y trouver leur place spécifique. Cet accès est de moins en moins aisé et demande une formation importante. Les associations s'essouffent dans des productions lourdes pour lesquelles elles ont peu de moyens financiers et peu de compétences professionnelles.

Média Animation offre à ces associations les formations et l'accompagnement adéquat tant au niveau de l'analyse des médias qu'au niveau de la production de message, via les médias existants ou via son propre média (écrit ou audiovisuel).

Média Animation, Rapport d'activités 1989/1990, p. 23.

Un dispositif de formation

À l'occasion de chaque demande, Média Animation propose une consultance personnalisée, adaptée aux situations spécifiques. Parallèlement, l'association met en place à la fin des années 80 des formations à la communication associative. Elles sont intitulées *Gérer sa communication*, *Bien communiquer avec peu de moyens* ou *Le marketing culturel et associatif*. Elles complètent un programme qui permet de s'approprier les techniques de réalisation : prise de vue photographique, langage radiophonique, prise de son, réalisation audiovisuelle, production en vidéo légère, etc.

Ce programme part du constat d'un manque de formation dans le secteur associatif. *« Cette absence de formation initiale à la communication dans le curriculum scolaire des participants nous oblige à commencer par une réelle alphabétisation à la communication. Il n'y a qu'une minorité de participants possédant déjà une expérience ou une formation ».*

L'association identifie deux autres problèmes. D'une part, le fait que *« l'attrait pour les techniques occulte généralement pour les participants le travail sur l'analyse des besoins réels en communication : maîtriser une technique ne se justifie que dans la mesure où celle-ci ne supplante pas le projet en lui-même ».* D'autre part, elle observe que *« très souvent, les participants s'inscrivent dans un processus de formation au « coup par coup » : lorsqu'un problème précis et limité de communication se pose, dans leur association ou service, les participants attendent généralement une réponse précise à un moment donné, sans avoir le temps ou les moyens de gérer globalement les problèmes de communication ».* Le processus de formation vise donc à permettre aux participants de réaliser *« un travail beaucoup plus en profondeur sur l'ensemble des problèmes de communication des associations. L'intérêt croissant pour ces sessions nous conforte dans l'organisation de ces modules ».*

La formation permet de prendre conscience du fait que *« travailler sur un projet de communication implique nécessairement de retourner aux missions de son association. Cette démarche est souvent pertinente car elle permet de revenir et de s'interroger sur l'essence même de ses activités ».*

Au niveau de la méthodologie, l'association opte pour une pédagogie active utilisant des *« outils directement utilisables par les participants. En ce sens, notre volonté est de continuer à réaliser des outils de formation toujours plus actifs et accessibles aux participants ».*

Au milieu des années 90, les modalités de subventionnement ne permettant plus de prendre en charge ce type de programme, Média Animation décide de les organiser uniquement à la demande.

L'émergence des nouveaux médias

Progressivement, Média Animation intègre le multimédia on et off-line dans ses activités de formation et de production. Elle anticipe qu'à l'avenir «*les associations, plutôt que de produire une vidéo carte de visite, produiront un site Internet ou un CD-Rom offrant une combinaison de médias*». Elle propose des nouveaux programmes de formation : la création de sites web, la communication par le multimédia... qui rencontrent un réel succès. Et elle crée une cellule spécifique de production multimédia intitulée «*médialab*» qui prend en charge la création de CD-Rom et de sites web. Cette équipe se renforce au fil du temps et devient, à partir des années 2000, un pôle majeur de la production.

Durant cette période, les médias basculent progressivement vers la numérisation et leur production devient de plus en plus accessible au grand public. Média Animation veille donc à offrir des services de plus en plus qualitatifs, tout en restant accessibles aux petites structures qui n'ont pas les moyens de produire par elles-mêmes.

Les Midis de la Communication Associative

Pour les soutenir, l'association organise à partir de 2006 *Les Midis de la Communication Associative*. Ce sont des rencontres qui se veulent un espace collectif d'échanges et de réflexions critiques, centrées sur des problématiques spécifiques : communiquer son projet, informer ses publics, mener une campagne de sensibilisation, diffuser sa production, communiquer avec la presse, etc. Chaque thème est abordé dans toutes ses dimensions, depuis les enjeux sociaux jusqu'aux questions éthiques, des évolutions techniques aux révolutions créatives...

Ces midis sont organisés durant une dizaine d'années. En 2012 par exemple, les thèmes choisis sont : *communiquer au travers des réseaux sociaux ? Personnes déficientes ou handicapées : Web admis ? Associations et télévisions locales : partenaires dans la communication ? Publicité et associations : un couple inconciliable ?*

Une agence de communication

Au fil du temps, l'équipe de production/réalisation se réorganise en quatre studios : enregistrement sonore, vidéo, graphisme et web. Afin de renforcer sa visibilité, elle prend le nom d'«*Agence de communication*». Par la suite, pour favoriser l'intégration des différents médias, les studios sont réunis sous une seule direction.



Site-web :
Coordination Sociale des Marolles



Fidèle à son histoire, l'agence de communication contribue plus que jamais à rendre ses productions accessibles et inclusives, permettant un accompagnement professionnel dans la durée. Elle travaille avec des organisations de tailles diverses, allant des petites structures bénévoles aux grandes associations reconnues en Belgique francophone. Elle n'est pas qu'un prestataire d'exécution et se distingue du secteur privé en s'engageant en tant que partenaire aux côtés des responsables de projets pour qu'ils acquièrent eux-mêmes les nouvelles pratiques adaptées aux enjeux contemporains. Le profit recherché n'est pas financier, il est sociétal et humain.

De plus, l'agence est idéalement positionnée pour avoir une vision large des besoins et spécificités de la communication non-marchande. Celle-ci est dotée d'une forte empathie, partage des valeurs, témoigne du monde et mobilise ses publics. Elle doit tenir compte des contraintes sectorielles qui obligent à faire des choix réalistes en fonction des moyens humains et/ou financiers.

Communiquer à l'ère numérique

Parallèlement, les enjeux de la communication associative évoluent, notamment avec le rôle sans cesse croissant des réseaux sociaux. La transformation numérique suscite davantage de débats éthiques et stratégiques pour la communication associative. Comment rester critique dans la pratique quand les principaux canaux de communication sont contrôlés par les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) ? Entre se moderniser et ne pas trahir ses valeurs, l'image du secteur est en tension et l'agence souhaite contribuer au débat critique en conseillant les organisations partenaires dans une utilisation saine et cohérente des nouveaux supports en ligne.

Enfin, afin d'évoluer dans un contexte médiatique en perpétuel changement, l'agence fait face à des défis de taille pour l'avenir. Il s'agira de s'adapter rapidement aux nouvelles technologies et d'investir dans les plus pertinentes, de développer de nouveaux services (formations, conseils, live streaming, ...), de renouveler l'offre créative et de continuer d'axer le travail sur les valeurs du secteur non-marchand qui constituent la raison d'être de l'agence.



Débat & Ateliers : Les défis de la communication associative, 22 avril 2022.





L'ÉDUCATION AUX MEDIAS DANS L'ENSEIGNEMENT



Média Animation s'est employée dès ses origines à l'intégration des médias dans les pratiques pédagogiques, préfigurant son ancrage dans le champ de l'éducation aux médias. Après avoir investi les médias traditionnels, en particulier la télévision, elle a, dès leur apparition, étendu son action aux technologies numériques. Aujourd'hui, le travail se concentre sur l'intégration de l'éducation aux médias dans les référentiels du Pacte pour un enseignement d'excellence et dans la formation des enseignant.es.

L'éducation aux médias dans l'enseignement

Comme Centre audio-visuel héritier d'une pratique de plus de 20 ans d'éducation par et au cinéma, s'appuyant notamment sur des activités de ciné-club, Média Animation s'est investie durant les années 70 dans l'implantation de l'alphabétisation audiovisuelle au sein des écoles. De cette façon, elle participe à un courant qui se développe tant dans le monde francophone qu'international, soutenu par des instances telles que l'Unesco ou le Conseil de l'Europe, et dont elle relaie les constats et prises de position.

Un enjeu d'abord culturel

Les initiateurs de ce courant s'appuient sur les enjeux culturels sous-jacents. L'inspecteur des moyens audio-visuels du Ministère de l'éducation, Théo Decaigny, n'hésite pas à affirmer que la pédagogie « reste trop axée sur la communication verbale. Il lui devient ainsi de plus en plus difficile non seulement de tout exprimer et de tout évaluer mais encore de motiver les nouvelles générations d'élèves. *Ces enfants de la technologie, baignant dans un flot d'informations différemment codées, ne savent plus ou ne peuvent plus privilégier un mode d'expression à l'exclusion de tous les autres avec lesquels ils sont familiarisés depuis longtemps* ».

L'école doit donc tirer parti des médias « *qui jouent un rôle considérable, non seulement comme élément de loisirs, mais encore comme source de connaissance et d'information* » car ils offrent « *un moyen d'améliorer l'enseignement* ». Une approche qui sera progressivement définie comme une « éducation par les médias ».

Éduquer par et aux médias

Mais l'enfant « *veut, non pas simplement recevoir, absorber des messages mais les manipuler et aussi les créer, c'est-à-dire s'exprimer et communiquer* ». Cette approche est développée lors d'un colloque international organisé à Namur en 1977 et dont la revue Média Animation reprend les conclusions. L'école doit « *faire acquérir à l'enfant la maîtrise du langage d'aujourd'hui, langage des mots, des images et des sons* ». Il peut réaliser « *des articles de revue, des photoromans, des bandes dessinées, des reportages radiophoniques, photographiques ou télévisés, des films, des émissions de télévision...* ». C'est « *une formation de base à laquelle tous ont droit* ».

D'autre part, il faut mettre en place des démarches d'analyse des médias. La revue renvoie notamment au livre d'Albert Kientz publié en 1971 et intitulé *Pour analyser les médias*. Elle relate des démarches d'analyse des images qui étudient les codes de mise en pages,

1 Théo Decaigny, Communication audiovisuelle et pédagogie, Bruxelles-Paris, 1973, 182 p.

de combinaison de messages, de stéréotypes, etc. Celles-ci s'appuient sur les acquis des sciences de la communication et particulier de la sémiologie, dont elles reprennent les concepts et les méthodes d'analyse.

Des concepts et des outils

Au début des années 80, Pierre Chemin publie un article intitulé *Audio-visuel et éducation* dans la revue du SNEC *Humanités chrétiennes* où il identifie plusieurs axes essentiels à prendre en compte : la relation entre la forme et le fond, entre l'émetteur et le récepteur, entre la perception intellectuelle et sensorielle et entre la réalité et sa représentation médiatique. « *Il nous semble donc capital d'attirer une nouvelle fois l'attention de tous sur les réels enjeux et changements fondamentaux que nous vivons dans les domaines des techniques, de la communication, de l'image et du son* ».

A la fin des années 80, Média Animation multiplie les formations aux différents médias et publie *MédiActeurs*, un outil qui analyse la télévision en profondeur. Il l'aborde de différents points de vue : le langage audiovisuel, l'économie, la programmation, le traitement de l'information, la fiction et les séries, le divertissement, la technique et les utilisations pédagogiques. Ce programme connaîtra différentes déclinaisons, y compris sous forme d'enseignement à distance, et recevra deux prix de la Communauté française.

Un nouvel article publié en 1992 dans *Humanités chrétiennes* par Florence Vanderschelen et Patrick Verniers réaffirme et met à jour les enjeux de ce qui est désormais clairement désigné sous l'intitulé « éducation aux médias ». La « non-transparence » des médias s'affirme comme un principe fondamental : « *les programmes télévisés et radio, les pubs, les films... ne sont pas le réel mais une représentation, une construction de celui-ci. Les médias correspondent à un système de représentation, de symboles, de signes que l'enfant doit lire et comprendre, et sur lesquels il doit agir* ». L'attention est également portée sur les processus mentaux mis en œuvre, les valeurs véhiculées, les comportements induits et les effets sociaux des médias. L'enjeu culturel est réaffirmé : « *Faire entrer cette culture de l'enfant et du jeune à l'école, à travers tous les cours, c'est profiter de leur vécu, de leur culture, de ce potentiel très motivant* ». Enfin, l'article fait référence aux travaux universitaires qui ont identifié « *une filiation théorique très nette entre les programmes d'éducation aux médias et les grands courants de la recherche sur la communication de masse* ».

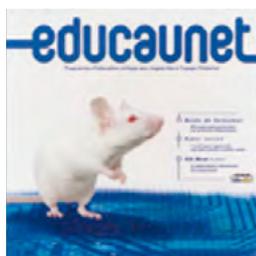


Des thématiques fondamentales

Parallèlement, Média Animation participe à plusieurs groupes d'experts et à l'élaboration de différents rapports qui aboutissent à la mise en place en 1995 du Conseil de l'éducation aux médias (CEM). Celui-ci publie en 1996 un dossier de synthèse qui analyse l'éducation aux médias à la lumière du développement psychique et social de l'enfant, l'intégration de cette éducation dans l'enseignement comme compétence transversale, l'évaluation de besoins pour sa mise en œuvre, la formation des enseignant-es... Il définit 6 thématiques fondamentales, inspirées des travaux du British Film Institute (BFI): les langages, technologies, représentations, typologies, publics et productions.

Durant la même période, Média Animation collabore avec la Fédération de l'enseignement fondamental catholique (FeDEFOC) pour intégrer l'éducation aux médias dans ses programmes. C'est Myriam Floor, détachée pédagogique, qui mène ce chantier. Il aboutira à la mise en place de l'éducation aux médias dans le programme intégré. Les 6 thématiques définies par le CEM sont croisées avec trois compétences d'intégration : percevoir et comprendre les médias, s'exprimer et communiquer par les médias et être critique face aux médias. Elles débouchent sur un plan d'activités riche et varié. Dans le secondaire, l'éducation prend également place dans différentes disciplines et en particulier dans le cours de français.

Éduquer à l'internet et à ses risques



La fin des années 90 est marquée par l'émergence du multimédia et d'Internet. Ces nouvelles technologies de l'information et de la communication soulèvent de nouvelles questions et de nouveaux enjeux qui interpellent les acteurs de l'éducation aux médias. Pour y répondre, un premier outil est réalisé à destination des enseignants : *les Carnets de la formation multimédia*. Il vise quatre objectifs principaux. Comprendre ces nouvelles technologies d'abord, une première approche souvent négligée au profit du « comment ça marche » et pourtant indispensable pour dépasser une perception naïve et réductrice. Analyser ensuite, pour prendre du recul et favoriser une éducation à l'informatique et au multimédia. Utiliser et partager enfin, pour s'appropriier les outils et échanger le fruit des usages diversifiés afin de parvenir à des pratiques pédagogiques toujours plus riches et pertinentes.

Mais l'émergence d'Internet suscite de nombreuses craintes qui incitent la Commission européenne à mettre en place un plan d'action « pour un Internet plus sûr ». Média Animation saisit alors cette opportunité et s'associe avec le CLEMI pour construire un outil d'éducation aux risques d'internet : *Educaunet*. En effet, l'appropriation d'Internet met en jeu des compétences qui sont au cœur de la démarche éducative : discerner, trier, hiérarchiser, classer, analyser, évaluer... À propos de la question spécifique des risques, *Educaunet* développe une démarche éducative qui vise à sensibiliser les jeunes aux dangers d'Internet

afin qu'ils soient capables d'y faire face de façon autonome, critique et responsable. Une série d'activités pédagogiques sont proposées afin de mettre en œuvre cette éducation.

Des compétences et des démarches pédagogiques

Quelques années plus tard, un nouveau chantier est mis en œuvre suite à la mise en place en 2008 du Conseil supérieur de l'éducation aux médias (CSEM) : l'élaboration d'un référentiel de compétences. Les 6 thématiques avaient permis le développement d'une méthode d'analyse des médias. Il fallait désormais définir les compétences à mettre en place afin que les élèves deviennent capables d'analyser les médias et de communiquer à l'aide de ceux-ci. En prenant appui sur les travaux de Thierry De Smedt et Pierre Fastrez, quatre types de tâches sont identifiées : la lecture et l'écriture/réalisation d'objets médiatiques d'une part, et la navigation à travers des collections d'objets médiatiques ainsi que l'organisation de celles-ci d'autre part. Ces tâches s'exercent à trois niveaux : informationnel, technique et social. Elles supposent de nombreuses compétences qui sont identifiées et décrites.

Pour aider les enseignant-es à mettre en œuvre les compétences visées par cette éducation aux médias, désignées également par l'expression « littératie médiatique », des groupes de travail au sein du CSEM, auxquels Média Animation participe, proposent des pistes pédagogiques conçues en cohérence avec les nouveaux référentiels de l'enseignement. Cependant, ceux-ci situent la littératie médiatique dans la formation numérique, et à partir de la 3^{ème} année primaire seulement. Le défi auquel l'éducation aux médias est confrontée sera d'asseoir sa visibilité et sa légitimité dans ce nouveau contexte. Un défi à relever également dans le cadre de la formation initiale et continue des enseignant-es et lors de la réalisation d'outils et de proposition d'activités pédagogiques.

Les mutations de la formation des enseignant-es

Cette formation représente un autre enjeu, car elle est en pleine réorganisation suite à un nouveau décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles, voté en 2021. D'autre part, les plans de pilotage rendus obligatoires dans les établissements scolaires prévoient la priorisation d'axes de formation à mettre en place. L'offre devra s'articuler avec ces nouvelles données.

Pour répondre aux enjeux actuels, une initiative est mise en place dans le cadre de CE-CAFOC : la mise en place d'une formation de personnes de référence en éducation aux médias pour les établissements scolaires. Ce nouveau programme, qui démarre en 2022, a pour objectif de renforcer les compétences des équipes pédagogiques et de constituer un réseau d'enseignant-es susceptibles de collaborer avec Média Animation sur des projets de court, moyen et long terme.



**Devenez
personne
de référence
en éducation
aux médias**

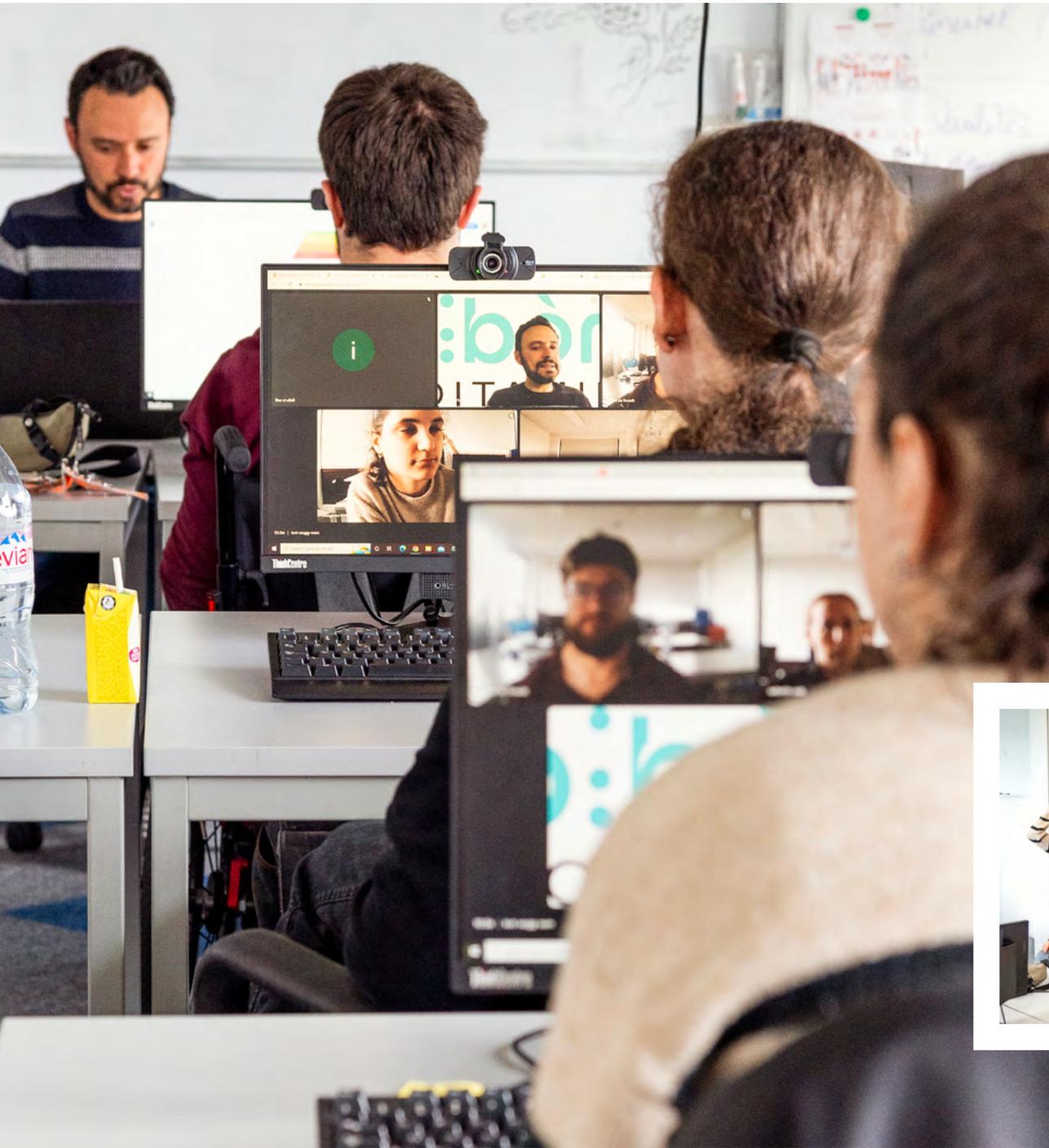
Des problématiques nouvelles

Au fil des années, de nouvelles thématiques de travail se sont imposées. Désinformation et théories du complot, omniprésence des algorithmes sur les plateformes numériques, nouvelles pratiques informationnelles, déconstruction des stéréotypes de genre... autant de thèmes qui nécessitent de prendre en compte les nouveaux usages médiatiques et d'élaborer des démarches pédagogiques qui permettent la mise en œuvre d'une éducation aux médias adaptée à ceux-ci. Certaines thématiques spécifiques sont développées dans le cadre de projets européens, telles que la co-éducation aux usages numériques, qui repose sur un partenariat entre l'école et la famille, voire même d'autres acteurs, comme par exemple les bibliothèques. Ces nouveaux axes de travail imposent également de mener des projets de recherches d'envergure, de produire des outils pédagogiques et des supports théoriques permettant de relever les défis auxquels sont confronté-es les pédagogues.



enquête GEN2020





UNE ÉDUCATION AUX MÉDIAS POUR LES PERSONNES PORTEUSES D'UN HANDICAP



L'éducation aux médias s'adresse à tous et toutes, sans distinction, mais doit s'adapter en fonction des publics visés. C'est pourquoi l'ASBL CTV-Médias a mis en place des formations spécifiquement destinées aux personnes porteuses d'un handicap. Suite à la fusion avec Média Animation, ce projet se renforce et se développe afin de questionner les nombreux enjeux liés à l'omniprésence des médias, et rencontrer les besoins de ce public spécifique.

Une éducation aux médias pour les personnes porteuses d'un handicap

À l'initiative du Conseil de l'Union européenne, l'année 2003 a été proclamée «année européenne des personnes handicapées». Son ambition était de favoriser l'égalité des droits pour les personnes handicapées, lutter contre les discriminations et créer de nouvelles initiatives pour soutenir l'accès à l'emploi, aux nouvelles technologies, aux transports en commun, aux bâtiments publics, etc.

C'est dans ce cadre que l'ASBL CTV-Médias intègre dès 2004 des programmes spécifiquement destinés aux personnes en situation de handicap dans ses programmes de formation. Les nouvelles technologies et, en particulier, les logiciels de bureautique, d'accès à Internet et de gestion de mail sont essentiels pour renforcer leur autonomie. Elles sont également indispensables pour l'accès à l'emploi. C'est pourquoi Bruxelles-formation, organisme chargé de la formation professionnelle en Région de Bruxelles-Capitale, subsidie ces programmes. Ils sont organisés sur une période qui peut aller de 3 à 5 mois, à raison de 3 journées par semaine.

Cette politique est renforcée le 17 janvier 2014 par un décret de la Cocof, soutenant la participation des personnes handicapées dans toutes les dimensions de la vie sociale et quotidienne, avec la même liberté de choix. Le décret prévoit que des mesures efficaces et appropriées soient mises en œuvre pour garantir la pleine jouissance de ce droit.

Lors du rapprochement puis de la fusion du CTV-Médias avec Média Animation en 2018, une opportunité de développement du programme initial permet de proposer des modules complémentaires centrés sur la communication orale et écrite, en lien avec l'usage des nouvelles technologies.

Dans le cadre de l'éducation aux médias

Ces formations s'inscrivent en cohérence avec les objectifs de l'éducation aux médias, notamment numériques, tels qu'ils ont été définis par le décret du 5 juin 2008 de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette éducation vise à «*donner la capacité à accéder aux médias, à comprendre et apprécier, avec un sens critique, les différents aspects des médias et de leur contenu et à communiquer dans divers contextes*»¹.

Cette éducation est menée en cohérence avec les finalités de l'éducation spécialisée, visant notamment le développement de l'épanouissement humain, de l'autonomie et la

1 Décret portant sur la création du Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française, p. 1.

participation sociale. Favoriser le sens critique, par exemple, permet de prendre du recul par rapport à l'environnement médiatique, aux usages qu'il favorise et aux représentations qu'il véhicule. Cette prise de distance renforce à la fois l'autonomie des utilisateur-rices et leur intégration sociale.

Des évolutions technologiques

La formation des personnes en situation de handicap doit s'adapter aux évolutions technologiques et aux nouvelles pratiques communicationnelles : utilisation de services en ligne, formations à distance, communication médiatisée, etc. Les technologies mobiles donnent accès à de nouveaux usages et services grâce à la généralisation des smartphones et des tablettes. Ces opportunités représentent des défis qui nécessitent des compétences spécifiques.

De plus, la pandémie de COVID-19 et les confinements mis en place renforcent l'évolution des pratiques numériques. L'accès aux nouvelles technologies devient encore plus crucial. Il implique un apprentissage technique mais aussi un savoir-faire comportemental et communicationnel considérable. Utiliser pertinemment le téléphone ou la visioconférence, s'exprimer devant une caméra, gérer son micro, respecter la distribution de la parole, apparaître dans une tenue correcte, gérer son temps... autant d'enjeux qui doivent être pris en compte et nécessitent une pédagogie appropriée.

C'est pourquoi la méthodologie adoptée privilégie les apprentissages par des exercices pratiques individuels ou en groupes, des mises en situation, jeux de rôle, mises en projet, analyses de documents, débats, etc. Cette variété d'approches convient particulièrement à des apprenant-es adultes. Elle prend appui sur trois sources : l'handicapologie et la connaissance en matière de handicap, le mouvement des pédagogies humanistes (pédagogie active, andragogie, pédagogie du projet...) et l'éducation spécialisée.

Les spécificités du handicap

Pour relever de tels défis, il est indispensable de s'appuyer sur les connaissances spécifiques des aspects corporels, fonctionnels (capacités) et situationnels du handicap, qui constituent ce que certain-es reprennent sous l'appellation d' « handicapologie ». Cette discipline transversale mobilise les concepts d'inclusion, de représentations sociales et personnelles mais aussi d'accessibilité et d'aide technique. Elle fournit un lexique et des concepts pour penser, nommer et comprendre les spécificités du handicap, les difficultés d'apprentissages ainsi que des outils pour construire les leviers d'apprentissages adaptés. Ponctuellement, l'ergothérapie et la logopédie peuvent être mobilisés pour aider à la lecture ou à l'utilisation de l'ordinateur par exemple, principalement lorsqu'il faut faire face à des troubles dys et des situations de handicap sensoriels ou physiques. Certaines activités de formation sont influencées par l'orthopédagogie et la pédagogie de l'alpha-

bétisation et du FLE. L'ensemble de la démarche est soutenu par une veille attentive des évolutions du champ du handicap, du travail social, des pédagogies pour adultes et de l'éducation aux médias.

Des pédagogies humanistes

Le courant de l'andragogie, qui s'inspire des pédagogies actives en l'adaptant au public adulte, repose sur quelques grands principes : les adultes ont besoin d'une atmosphère détendue pour mémoriser, ils et elles ont besoin d'être guidés et non jugés, ils n'apprennent que s'ils et elles en ressentent le besoin et apprennent par la pratique, spécialement en résolvant des problèmes liés à la réalité.

En cohérence avec ces principes, les formations sont organisées dans une atmosphère détendue, non scolaire, rassurante et responsabilisante. La pédagogie s'appuie sur les besoins de formation des participant-es et se centre sur les réussites, soulignant les progrès plutôt que les manques. Elle accorde de l'importance aux histoires de vie de chacun-e et favorise les liens entre l'apprentissage et le quotidien. Les méthodes utilisées sont impliquantes, diversifiées et organisent les contenus en spirale plutôt que de manière linéaire.

Une démarche inductive

Plus concrètement, la démarche inductive est privilégiée. Des techniques d'animation variées (jeux de rôle, brainstorming...) sont utilisées, à partir de divers supports (articles d'actualité, récits, sites internet...) et avec des consignes progressivement plus élaborées. Le travail d'équipe et de coopération est également privilégié (mises en commun, avis...). L'acquisition progressive des compétences permet aux participant-es d'être capables de réaliser les tâches enseignées. Cela nécessite la mise en œuvre de savoirs, de savoir-faire et de savoir-faire comportementaux.

Perspectives

Pour mieux répondre aux besoins des personnes en situation de handicap en matière d'éducation aux médias, plusieurs axes de développement sont envisagés : développer ce type d'action également Wallonie et l'étendre à un public non demandeur d'emploi, élaborer des outils d'éducation aux médias spécifiquement destinés à ces publics, démystifier le handicap et interroger les médias et l'éducation aux médias à ce sujet.

De plus, les politiques européennes, nationales et régionales en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap prévoient de leur donner accès à toutes les formations, quelles qu'elles soient. Cette ambition nécessite de former les formateur-rices et de réfléchir sur la nécessité de maintenir ou non des formations spécifiques pour ces publics.

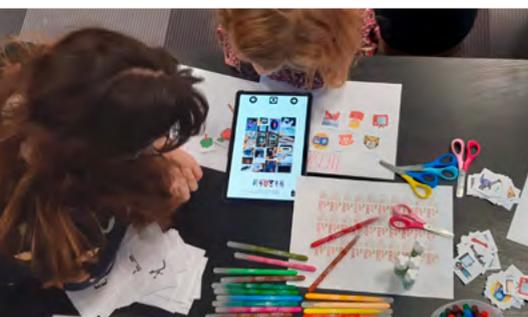
Ces axes de développement nécessitent des moyens nouveaux. Parmi ceux-ci, des projets européens et différents « portefeuilles » mis en place dans le cadre du Fonds social européen (FSE) devraient permettre le développement de l'action de Média Animation.







AGIR EN EUROPE : LES PROJETS TRANSNATIONAUX



Les enjeux de l'éducation aux médias n'ont pas de frontières. Les initiatives stratégiques et politiques s'organisent à des niveaux locaux, régionaux et nationaux de façon bien différentes mais les objectifs convergent. Des articulations et des synergies transnationales permettent de prendre la mesure à la fois de ces enjeux communs mais aussi des particularités ou des besoins spécifiques de chaque contexte.

Agir en Europe : les projets transnationaux

C'est à partir des années 2000 que Média Animation s'investit dans un réseau international et soumissionne à plusieurs appels à propositions d'institutions ou organisations européennes. Cela lui permet de développer des activités nouvelles, de nouer des partenariats, d'échanger des expertises et d'obtenir des moyens complémentaires.



Educaunet : éduquer aux risques d'Internet

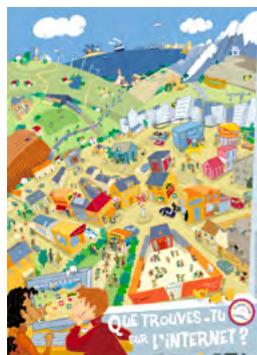
Après une première tentative infructueuse avec des établissements scolaires français et irlandais, un projet est introduit avec succès en partenariat avec le Centre de liaison entre l'enseignement et les médias d'information (CLEMI) français et l'Université catholique de Louvain (UCLouvain) dans le cadre du plan d'action « Safer Internet » de la Commission Européenne. Il s'agit de réaliser un outil d'éducation aux risques liés à l'usage d'Internet destiné à l'enseignement. Il part du principe que l'éducation joue un rôle primordial dans la sécurité des usages d'Internet. Sa méthodologie est centrée sur l'autonomie et la responsabilisation de l'enfant et du jeune face aux usages d'Internet.

Appelé *Educaunet*, ce projet connaîtra deux prolongements importants. D'une part, l'outil est diffusé en 2003 dans toutes les écoles primaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dans le cadre d'une campagne intitulée *Cliquer futé*. D'autre part, un nouveau financement européen est obtenu afin de diffuser, sous le nom d'*Educaunet 2*, ce projet hors de la sphère francophone. Dix partenaires issus de sept pays européens (Autriche, Belgique, Danemark, France, Grèce, Portugal et Royaume-Uni) s'unissent pour adapter la démarche aux réalités des différentes cultures nationales.

Le plan d'action de la Commission Européenne se poursuivra par le financement de consortiums nationaux, des « Safer Internet Centres », chargés d'organiser des actions et des campagnes destinées aux enfants, aux parents et aux enseignant-es. Le consortium belge, auquel Média Animation participera, est coordonné dans un premier temps par le Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs (CRIOC-OIVO) puis, suite à sa disparition en 2015, par Child Focus. Ce sera notamment les projets Belgian Better Internet Consortium (B-BICO) menés en collaboration avec le Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias, Média Animation et Mediawijs, en charge des actions menées en Flandre.

Vers un réseau européen

Dans la foulée d'*Educaunet*, Média Animation et le CLEMI prennent l'initiative d'un projet, intitulé *MEDIA-EDUC*, qui vise à créer un observatoire européen en ligne des pratiques et des recherches en éducation aux médias. L'objectif est de mettre en commun les expéri-



mentations des différents acteurs et de permettre le dialogue et la validation des initiatives en portant une attention particulière aux processus d'évaluation. Le projet est porté par cinq partenaires issus de quatre pays : Belgique, France, Italie et Royaume-Uni. Média Animation assure la réalisation du portail Internet et la coordination opérationnelle du projet.

Celui-ci débouche en mai 2004, sur l'organisation, à Belfast, d'un congrès européen qui réunit plus de 150 participant-es. Il permet la création d'un réseau, piloté par un groupe réunissant huit acteurs européens majeurs, sans toutefois parvenir à lui donner une forme juridique, ce qui n'aura lieu qu'une dizaine d'année plus tard lors de la mise en place de l'International Association for Media Education (IAME). Par contre, une charte européenne est rédigée, qui propose une définition et des objectifs communs et vise à peser sur les décisions politiques nationales et européennes. Plus de 6.000 personnes ou organisations y adhèrent durant les années suivantes.

Afin de consolider la dynamique de réseau au niveau européen, Média Animation initie avec ces mêmes pays partenaires un nouveau projet, *EuroMeduc*, qui prévoit l'organisation d'un deuxième congrès européen. Précédé de trois séminaires thématiques préparatoires, il a lieu en 2009 à Bellaria en Italie et réunit plus de 300 participant-es. Il permet de développer une analyse de l'approche européenne de l'éducation aux médias au moyen d'un regard comparatif avec les approches d'autres entités régionales ou nationales dans le monde, connaissant des traditions, des histoires et des environnements socioéconomiques différents.

Plus tard, de 2011 à 2014, c'est la mise en réseau des éducateur-rices aux médias avec des formateur-rices en communication, des professionnel-les des médias et des journalistes qui sera l'objectif de deux projets successifs, initiés par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne : les projets *Média & Anti-racisme dans le sport* (MARS) et *Media en Europe pour une Diversité Inclusive* (MEDIANE). Ils veulent renforcer la capacité de l'industrie médiatique à inclure la diversité et la non-discrimination dans son travail quotidien. Les initiatives proposées veulent soutenir des pratiques médiatiques réellement diversifiées, inclusives et interculturelles, avec une dimension d'éducation aux médias.

Des enquêtes transnationales en éducation aux médias

Les financements européens permettent également à Média Animation de participer à des enquêtes sur les usages médiatiques des jeunes afin de soutenir les politiques d'éducation aux médias. Une première enquête internationale, menée parallèlement en Espagne, France, Italie, Portugal, Québec et Suisse s'est fixé pour objectif d'étudier comment les jeunes s'approprient le média Internet. L'enquête belge a été menée par le GREMS de l'UCLouvain, avec la collaboration de Média Animation. Les résultats de cette enquête sont publiés dans un ouvrage intitulé *Internet et les jeunes*.





Dans la foulée, en 2005, l'association participe à la mise sur pied d'une nouvelle enquête, intitulée *Mediapro*. Menée avec des partenaires de neuf pays européens, elle porte sur l'appropriation d'Internet et des technologies mobiles chez les jeunes de 12 à 18 ans et débouche sur une conférence internationale organisée à Bruxelles. Une enquête semblable est également effectuée, pendant la même période, au Québec, ce qui permet une meilleure compréhension de la situation européenne par rapport à celle de l'Amérique du Nord.



L'importance de mener des enquêtes sur les usages médiatiques de jeunes conduira l'association à reprendre plus tard des initiatives dans ce domaine, et en particulier *#Generation2020*, dans le cadre des projets B-Bico, en collaboration avec Mediawijs et le CSEM.



Des projets tournés vers le secteur associatif

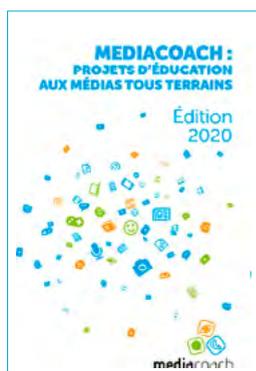
Les premiers projets européens de Média Animation visaient principalement à développer l'éducation aux médias dans l'enseignement. Ensuite, plusieurs projets se sont orientés vers des actions menées en dehors du monde scolaire.

C'est le cas de *Mediacoach*. Ce projet, lancé en 2008, s'adresse à des publics «relais» non spécialisé dans l'éducation aux médias, tels que les animateur-rices et accompagnateur-rices de jeunes ou de groupes d'adultes, des bibliothécaires, médiathécaires sans exclure le monde de l'enseignement. L'objectif est d'élargir les domaines de compétences des intervenants culturels, sociaux ou éducatifs dans le domaine de l'éducation aux médias.

En 2011, le projet *My Mobile* se donne pour objectif de favoriser les échanges à propos des approches et méthodes existantes en matière d'apprentissage mobile (smartphone, tablettes...) et élaborer des lignes directrices générales pour l'apprentissage mobile dans l'éducation des adultes.

En 2012, Média Animation participe à *Media4Me*, un projet initié par l'association hollandaise Mira Media qui veut favoriser le dialogue interculturel, la cohésion sociale et la citoyenneté par l'utilisation cohérente des réseaux sociaux dans des quartiers multiculturels. Pour la Belgique, Média Animation développe un projet de média participatif de quartier à Bruxelles, intitulé *Médiatisse ton quartier* et porté avec Les Halles de Schaerbeek et l'ASBL AMOS. Cette initiative sera poursuivie ultérieurement dans d'autres quartiers.

Dans la foulée et avec un partenariat semblable, Média Animation participe à *Media4us*, un projet qui vise à améliorer la perception des migrant-es auprès du grand public et à encourager leur participation au processus démocratique. Par la mise en place d'un dispositif médiatique intégré et participatif, il propose de mieux informer et sensibiliser aux thèmes de la diversité culturelle, de la cohésion sociale et du «vivre ensemble».



De nouveaux projets pour l'enseignement

Parallèlement, Média Animation poursuit sa participation à des projets destinés à l'enseignement. En 2014, l'association est à l'initiative d'*e-Media Education Lab* (E-Mel), un projet de laboratoire en ligne portant sur le développement des compétences en éducation aux médias des enseignant-es en formation initiale et continue. Il vise à renforcer le profil professionnel des enseignant-es en éducation aux médias et soutient la production de ressources éducatives libres qui permettront aux formateur-rices d'enseignant-es de développer des pratiques innovantes.

En 2016, Média Animation pilote un projet européen introduit à son initiative : *Tisser des Actions autour du Numérique à travers des Duos d'Acteurs de l'Education aux Médias* (Tandem). Il a pour but d'observer puis d'accompagner les enseignant-es du fondamental et les parents dans l'apprentissage aux médias numériques des enfants à l'école et à la maison. Il réalise une série de parcours pédagogiques alternant les activités éducatives en classe et en famille.

Ce projet connaît une suite grâce à un autre projet, *MyAppEduc* qui a pour but de développer une App' d'éducation aux médias numériques pour les enfants de 5 à 12 ans destinée à relier les familles, les écoles et les bibliothèques.

Toujours dans cette perspective de co-éducation, Média Animation rejoint le projet *KIT – Keep in Touch*, développé dans cinq pays européens (Allemagne, Belgique, France, Italie, Portugal). Il favorise le développement d'activités numériques et créatives au sein de l'enseignement maternel et en lien avec les familles suite à la période de « déconnexion sociale » que connaissent les enfants pendant les confinements de la pandémie du Covid19.



Contre les discriminations

Média Animation participe aussi à différents projets européens visant à lutter contre les discriminations et les discours de haine. C'est le cas de *e-Engagement Against Violence* (e-EAV) qui vise à déconstruire les stéréotypes populistes relatifs à la race, aux genres, au handicap et à l'orientation sexuelle dans les médias. Ce projet, qui débute en 2014, est mené conjointement par 7 partenaires européens et piloté par l'université de Florence. Il soutient l'engagement des jeunes contre la violence en développant leurs compétences en matière de participation et d'éducation aux médias. Il débouche sur la création d'un environnement d'autoformation en ligne destiné aux enseignant-es et aux élèves.

En 2014, Média Animation participe au projet *Bâtir le respect sur Internet en combattant les discours de haine* (BRICKS). Il s'agit de lutter contre la propagation des discours de haine visant les migrant-es et des minorités par l'éducation aux médias et par une implication active des utilisateur-rices et des producteur-rices de contenus sur le web. Il soutient



le dialogue interculturel et interconfessionnel en ligne et développe des ressources d'éducation aux médias à l'attention des jeunes et des enseignant-es. Ce sera l'occasion d'y développer un outil pédagogique autour de la liberté d'expression et du dessin de presse, *Dessine-moi la liberté d'expression*, en soutien au désarroi des enseignant-es à la suite des attentats de la rédaction de Charlie Hebdo.

En 2016, Média Animation participe au projet *Media Education for Equity and Tolerance* (MEET) qui s'adresse aux jeunes défavorisés économiquement et socialement (migrant-es et réfugié-es compris), en les impliquant avec leurs enseignant-es dans un processus de recherche-action. Celle-ci vise à co-construire et développer des pratiques d'éducation aux médias interculturelles inspirées des principes d'égalité, de tolérance, de justice sociale et de solidarité.

Enfin, en 2020, Média Animation initie le projet *eMERGE – e-Media Education about Representations of Gender in Pop Culture* qui réalise un parcours pédagogique sur les stéréotypes de genre dans les médias, adaptable à la culture et aux pratiques médiatiques des jeunes des différents pays participants. Son but : par la production médiatique, sensibiliser les élèves du secondaire aux représentations du genre dans les médias et à leurs effets sur la citoyenneté et le vivre-ensemble au sein de l'école.

Pour un Meilleur Internet en Belgique

Le projet *B-Bico, Belgian Better Internet Consortium* évoqué plus haut, occupe une place à part dans les projets européens puisque, bien que financé par la Commission Européenne (Programme Telecom), il se déroule essentiellement en Belgique et réunit des acteurs du niveau fédéral, flamand et francophone. L'objectif est de favoriser des usages responsables, citoyens, créatifs et critiques de l'Internet. La sécurité en ligne et la promotion d'un Internet plus sûr pour les enfants font également partie des objectifs de ce projet. Le CSEM et Média Animation sont les deux partenaires francophones et y travaillent en collaboration.

Lors du démarrage du projet en 2015, Média Animation prend en charge la réalisation d'une cartographie des acteurs et des actions de l'éducation à Internet en Fédération Wallonie-Bruxelles. Une enquête est réalisée, à laquelle 160 acteurs répondent. Elle met en valeur la variété des actions, la multiplicité des thématiques et la diversité des publics cibles et approches. Elle permet d'identifier aussi les problématiques insuffisamment abordées, et notamment les usages des enfants de 3 à 6 ans. C'est pourquoi Média Animation crée l'outil en ligne *1 2 3 clic* qui a pour but d'aider les parents à éduquer les plus jeunes à une utilisation active et créative des tablettes. *B-Bico* permet également de financer entre autres *la Semaine numérique*, le programme *Mediacoach* et un outil sur l'éducation aux réseaux sociaux.

Dans une deuxième phase, qui débute en 2017, de nouvelles initiatives sont menées : *Betternet.be*, un catalogue en ligne de ressources, d'outils, d'initiatives d'éducation à internet pour les jeunes ; *Parentsconnectés.be*, un site qui a pour but de répondre aux questions des parents à propos des usages que leurs enfants ; *TIC éthiques*, des formations pour les animateur-rices des espaces publics numériques (EPN), formateur-rices, enseignant-es... actif-ves dans le domaine du numérique ; etc.

Les phases suivantes permettent de réaliser deux enquêtes sur les usages médiatiques des jeunes sous le nom de *#Génération2020*. Elles portent sur les pratiques numériques globales des enfants et des jeunes et sur leurs pratiques informationnelles. En tant que Consortium belge pour un Meilleur Internet, les partenaires s'attachent à organiser différents séminaires thématiques en vue de regrouper des acteurs de terrain pour identifier les besoins d'éducation aux médias digitaux spécifiques. Les *BetternetLab* permettent ainsi une mise en réseau et l'élaboration de recommandations notamment autour de la désinformation, de l'équilibre numérique ou des besoins prioritaires des publics vulnérables. Ce sera également l'occasion de développer différentes ressources pédagogiques telles que la mise en ligne de modules d'autoformation autour de la désinformation ou des théories du complot.

IAME : une association internationale

Dans les années 2000, les congrès européens de Belfast et Bellaria avaient permis de réunir les acteurs de l'éducation aux médias, mais sans déboucher sur une structure permanente de mise en réseau. C'est chose faite en 2016 avec la création de l'association internationale pour l'éducation aux médias. Les membres fondateurs représentent 6 pays dont deux fédérations nationales : le MED (Italie) et GMK (Allemagne). Dans l'année qui suit, l'association réunit une centaine de membres. Son siège est situé dans les locaux de Média Animation.



Une formidable plus-value

En 20 ans, l'action de Média Animation au niveau international a permis un enrichissement considérable de son activité, des partenariats et des échanges extrêmement intéressants, de fortes retombées en Fédération Wallonie-Bruxelles et une dynamisation des projets de l'association. Grâce aux relations nouées, à l'association créée, aux compétences développées, cette dimension des activités de Média Animation est solidement ancrée et ambitionne de se poursuivre dans la durée, avec la plus-value considérable qu'elle représente.





Plateforme d'e-learning dédiée à la formation en ligne

MÉDIA ANIMATION AUJOURD'HUI

Au fil de son histoire et du développement de ses objectifs et missions, l'ASBL Média Animation a considérablement évolué. L'assemblée générale, le conseil d'administration et les équipes travaillent de concert afin de réaliser le but social de l'association au service de ses publics et de leurs besoins. Depuis 2020, c'est au 62 rue de la Fusée à Bruxelles (Haren) que se situe son siège social, complété par les régionales de Namur, Wavre, Tournai et Sprimont.

Média Animation aujourd'hui

L'association, dirigée par Paul de Theux et le bureau de direction qui comprend Daniel Bonvoisin, Carine Lorge et Thibaut Monnier, est organisée en trois équipes: l'équipe éducative, l'agence de communication et les services généraux.

L'équipe éducative

L'équipe éducative déploie sur le terrain l'expertise de l'association dans le domaine de l'éducation aux médias. Elle s'organise en quatre secteurs : l'éducation permanente, le centre de ressources pour l'enseignement, la formation pour les personnes en situation de handicap et les projets européens.

Éducation Permanente

Daniel Bonvoisin coordonne une équipe aux tâches multiples, au plus proche des publics adultes : ateliers «média-expression», organisation du festival *À Films Ouverts*, animations, formations, missions d'expertise, production de publications et de supports d'animation.

Elle rassemble (à Bruxelles, Namur, Sprimont et Wavre) Emmanuel Blondeau, Joseph Casagrande, Laura Dachelet, Houssain El-Boubsi, Inès de Sousa, Thomas Gilson, Cécile Goffard, Brieuc Guffens, Nadia Hérion, Zoé Jadoul et Claire Sommereyns.

Centre de ressources pour l'enseignement

Spécifiquement tourné vers le monde de l'enseignement, le centre de ressources est piloté par Martin Culot. L'équipe est actuellement composée de Chloé Tran Phu (chargée de mission), Yves Collard, Marc André et Marc Leloup. L'équipe mène des activités de formation, des animations en école, collabore aux travaux du Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias (CSEM), réalise des recherches-action et publications à destination du public enseignant.

Formation pour personnes en situation de handicap

Pascale Vandenavenne pilote les formations ayant pour but l'inclusion des personnes à besoins spécifiques par l'acquisition de compétences en matière de communication, d'utilisation des technologies numériques et de l'éducation aux médias. Javier Fernandez est formateur et l'équipe est renforcée par intervenants extérieurs.

Projets européens

C'est Anne-Claire Orban de Xivry qui coordonne les projets européens, développés en collaboration avec de nombreux partenaires internationaux. Ils impliquent l'équipe éducative de manière transversale, mais Bérénice Vanneste, Cécile Goffard et Sophie Huys accompagnent spécifiquement la réalisation des projets sur le terrain et coordonnent les travaux de recherche et d'expertise.

L'agence de communication

Dirigée par Thibaut Monnier, avec l'appui d'Axel Despature à la coordination administrative et financière, Jérôme Ramacker au conseil en communication et Rodrigo Aranda Godoy au conseil artistique, l'agence de communication accompagne les organisations du secteur non-marchand dans des productions sur mesure, et réalise les productions propres de Média Animation.

Le studio graphique rassemble Alexandre Détry pour le motion design, Jody Grandclément et Élise Vanhecke pour le graphisme, tandis que Arthur Lecouturier et Jean-Luc Straunard prennent en charge respectivement la réalisation audiovisuelle et le studio d'enregistrement.

Anne Bihannic, Nicolas Brankaer, Denis Castro, Christian Cisternas, Elodie Denoyer et Daniel de Vos sont en charge du développement de sites Internet, au sein du studio web ou « medialab ».

Enfin, Carole Rouquier appuie les équipes audiovisuelles, graphiques et web en tant qu'assistante de production.

Les services généraux

Les services généraux prennent en charge les tâches primordiales de gestion administrative, financière, informatique et d'entretien. Carine Lorge coordonne l'équipe comptable et administrative, composée de Lutivine Mala, Victoria Mendieta, Annick Wilmet et Kadi Mindzia, les ressources humaines avec Patricia Caronchia et Amandine Vion, la gestion informatique prise en charge par Adbeslam Belkhalat et le service d'entretien, assuré par Aïcha Bangoura et Nancy Quinga Loya.

Les instances de décision et d'administration

Le pilotage global de l'association est pris en charge par l'assemblée générale et le conseil d'administration.

L'Assemblée Générale

Sous la présidence de Brice Many, l'assemblée générale est composée de Frédéric Antoine, Claire Berlage, Jacques Briard, Godefroid Cartuyvels, Pierre Chemin, Joseph Coché, Alain de Hassonville, Paul de Theux, Benoît De Waele, Jean-Louis Erneux, Joris Fakroune, Julie Feron, Bernard Mathieu, Valérie Martin, Philippe Mawet, Étienne Michel, Jeanne-Marie Oleffe, Benoît Parmentier, Pascale Prignon, Catherine Simonart/Lieben, Florence Vanderstichelen et Daniel Van Espen.

Conseil d'Administration

Également présidé par Brice Many, le conseil d'administration est composé de cinq personnes morales dont les représentant-es sont Claire Berlage (ACMJ), Benoît De Waele (SeGEC), Joris Fakroune (CJC), Julie Feron (UFAPEC), Valérie Martin (Entraide et Fraternité), et de trois membres personnes physiques, Benoît Parmentier, Catherine Simonart/Lieben et Florence Vanderstichelen.